

GUIDE DE BASE SUR DES INDICATEURS PRÉCOCES OBSERVABLES DES **ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS EXTRÉMISTES VIOLENTS (OEV)**

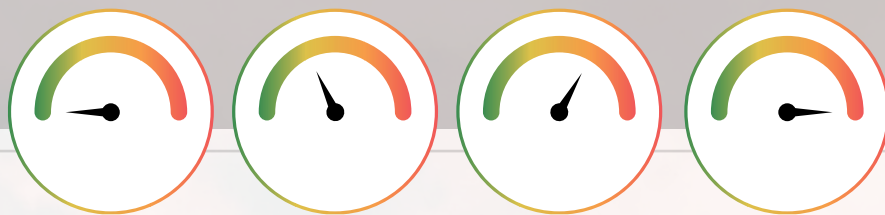


VERSION FRANÇAISE

PRÉFACE DU PR MASSAËR DIALLO

DÉCEMBRE 2024

GUIDE DE BASE SUR DES INDICATEURS PRÉCOCES OBSERVABLES DES **ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS EXTRÉMISTES VIOLENTS (OEV)**



Ce guide a été réalisé grâce à un financement du Bureau of Counterterrorism du Département d'État des États-Unis (CT bureau – State Department). Les opinions, remarques et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis. Les appellations et la présentation des données dans la présente publication, y compris leurs citations, cartes et bibliographie respectives, n'impliquent aucune prise de position de la part du bureau of counterterrorism du Département d'État des États-Unis d'Amérique.

Publié par Partners West Africa – Sénégal, Décembre 2024. Tous droits réservés.

REMERCIEMENTS

Partners West Africa - Sénégal tient à remercier l'État du Sénégal à travers la Primature, l'État-Major particulier (EMPART-CNGF) et toutes les personnes et organisations qui ont contribué à la préparation et à l'élaboration du présent document, notamment les consultants :

Monsieur Wagane FAYE, Général (2S) de la Gendarmerie Nationale
Monsieur Doudou SALL, Colonel (ER) de la Gendarmerie Nationale
Monsieur Feu Mamadou Abdoulaye MBENGUE, Coordinateur Pôle Migration et Développement et Secrétaire Exécutif d'Enda Diapol
Madame Amanda LUCEY, Chef de projet senior of The Institute for Justice and Reconciliation

Le guide a été rédigé par une équipe dirigée par :
Mme le Pr Adjaratou Wakha AIDARA NDIAYE

avec la participation de/du :

- **Général Bruno CLÉMENT-BOLLÉE**
- **Colonel Assane SECK**
- **Major Diam GAYE**
- **Pr Boubacar NDIAYE**
- **M. Bamba THIAM**

La correction de la langue anglaise a été assurée par
Feu M. Mamadou Abdoulaye MBENGUE et Pr Boubacar NDIAYE

Conception : Partners West Africa Sénégal

Ce guide a été conçu par le **YELÔ**

PRÉFACE



Professeur Massaër DIALLO

Conseil d'administration
de *Partners West Africa*

Face au péril du djihadisme terroriste qui déstabilise tout le Sahel y a-t-il de quoi s'alarmer dans les régions de Kédougou et de Tambacounda, au Sénégal oriental ?

Les travaux consignés dans le présent guide constituent une importante contribution pour mieux voir à temps et se prémunir d'avoir à faire face par surprise à l'extrémisme violent.

C'est une initiative de grande portée que de réaliser un recueil d'indicateurs pour contribuer à la détection et la prévention de l'extrémisme violent au Sénégal oriental et singulièrement dans les régions de Kédougou et de Tambacounda, exposées par leurs profils géographique et minier ainsi que leur voisinage avec un pays en lutte contre des groupes armés terroristes.

Le guide constitue un travail de sensibilisation, d'information et d'initiation à une vigilance perceptive et préventive face à des menaces pouvant passer inaperçues avant que d'apparaître dans leur violence destructrice. Il vise aussi bien les forces de sécurité que les administrations, les communautés locales et les citoyens.

Il ne manquera pas de renforcer la conscience du risque et d'encourager une synergie des acteurs du système de sécurité (société civile, communautés, institutions et élus locaux, forces de sécurité) pour une approche prévoyante et préventive.

Comment dans cette perspective contribuer au développement d'une alerte précoce servie par l'élaboration d'indicateurs des risques et menaces d'extrémisme violent ?

Le présent guide vient fournir des réponses pertinentes.

Le contexte géopolitique sous-régional est marqué par une certaine conflictualité dans laquelle le djihadisme terroriste transnational constitue un facteur déterminant. Depuis une décennie son expansion met en évidence à partir du Nord Mali une hybridation entre terrorisme, rebellions, crime organisé et divers trafics jusqu'y compris les ressources naturelles.

Cette interconnexion tendancielle des menaces peut ne pas être manifeste ou effective localement au Sénégal oriental. Mais la dynamique est déjà effective au niveau sahélien. Sa réalité doit amener à inscrire parmi les politiques et actions préventives une lutte intégrée contre une criminalité multiforme déjà localement en œuvre et potentiellement vectrice ou nourricière pour l'extrémisme violent.

Le guide d'indicateurs rend compte d'une prise de conscience de la gravité de l'interconnexion des menaces et d'une implication dans les réponses, en proposant notamment des outils aidant à la détection dans le cadre d'une approche d'alerte précoce.

Il faut en effet une anticipation multiforme des menaces pour prévenir la violence extrémiste en reconnaissant et traitant à temps ses occurrences, vecteurs ou phénomènes criminels connexes.

Le djihadisme terroriste apparaît comme la force motrice ayant un effet d'entraînement sur le crime organisé ; les indicateurs peuvent ainsi comporter des activités apparemment latérales mais en fait directement concernées au travers du financement, du trafic et de la prolifération d'armes ainsi que du recrutement de personnel fauteur de violence armée.

C'est donc dire que le risque peut être plus élevé qu'il n'y paraît.

C'est pourquoi il urge de concrétiser les dispositifs et autres approches d'alerte précoce dont procède la problématique des indicateurs relatifs à l'extrémisme violent. Et il existe déjà en la matière des acquis en Afrique de l'Ouest avec le développement du système Ecowarn de la CEDEAO qui a d'ailleurs connu une avancée à l'échelle nationale avec l'implantation en juin 2024 d'une antenne sénégalaise, le Centre National d'Alerte précoce et de réponse.

L'initiative de Partners West Africa – Sénégal (PWA) sur les indicateurs d'extrémisme violent dans les régions de Kédougou et de Tambacounda vient ainsi à son heure. Elle constitue un complément non négligeable venu ajouter une approche locale à un système qui fonctionne déjà au niveau régional.

La confection d'un guide d'indicateurs ne signifie pas pourtant qu'il faut s'alarmer de l'imminence d'une menace terroriste dans cette partie du Sénégal, fût-elle contigüe au Mali. Elle contribue plutôt à en diminuer le risque par la mise à la disposition des acteurs et des bénéficiaires de la sécurité d'un outil, recueil de signes, signaux et indications très utiles à la prévention des menaces djihadistes, terroristes et autres fauteurs de violence extrême organisée.

Il ne faut donc pas s'alarmer outre mesure mais plutôt renforcer la vigilance, devancer les menaces en connaissant et faisant connaître la multiplicité des facteurs qui leur sont favorables voire attractifs.

Il n'est donc pas moins urgent de faire prendre conscience de la proximité et du risque extrémiste violent dans un contexte frontalier exposé et en outre marqué par des dynamiques transfrontalières susceptibles de porter et masquer des activités possiblement déstabilisatrices auxquelles elles ne se réduisent pas.

Le guide des indicateurs montre l'importance de se renseigner, s'informer et partager une connaissance des signes, signaux, actes, et activités indicatrices du risque, de l'imminence ou de l'effectivité de la menace de l'extrémisme violent dans la multiplicité de ses formes.

Le contexte historique et géopolitique ouest-africain-sahélien fonde la nécessité d'une vigilance structurée aussi bien au niveau étatique que social et communautaire pour prévenir des menaces principalement exogènes mais qui peuvent s'internaliser en zone transfrontalière et se rapprocher à la faveur de certains facteurs d'attractivité locale que le présent guide met bien en évidence.

La situation géographique (voisinage immédiat d'un pays en proie à des activités jihadistes) et les richesses aurifères donnent à la région de Kédougou son profil de zone potentiellement convoitée entre autres par les organisations jihadistes, terroristes et criminelles opérant déjà au Sahel.

La réalité de « pays-frontières »¹, dont parlait le président Alpha Oumar Konaré, renforce le pressentiment de risque vu le caractère transfrontalier de la vie des populations et communautés souvent marquées par une ubiquité de part et d'autre de frontières nationales.

Protéger le territoire et les populations pour la paix et la sécurité signifie adopter à leur égard une approche non seulement inclusive mais aussi participative. Cela permet d'apprendre d'elles et avec elles sur les risques et menaces ainsi que les signes et activités qui les indiquent.

Parmi les principaux enjeux d'une élaboration d'indicateurs de l'extrémisme violent au niveau local figure la nécessité de l'émergence et de la consolidation d'une vigilance communautaire, sociale et sécuritaire préventive contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière.

Il rend compte d'un important travail pour détecter de manière précoce les activités et actions de transport, d'implantation, d'embrigadement, d'organisation, de financement, de prédation ou d'opération des groupes terroristes et autres extrémistes violents.

D'importantes observations sur les motos dites « Djakarta » ont enrichi les indicateurs de mobilité et rendu compte des modalités adaptatives du terrorisme et du crime organisé quant au transport au contournement du contrôle étatique et à la circulation des armes. La sémiologie pour décoder et utiliser les indicateurs ne requiert pas une technicité particulière. La compréhension et l'utilisation des indicateurs de l'extrémisme violent destinés aux forces de sécurité restent à la portée des citoyens et des communautés locales. C'est un impératif pour la sécurité inclusive qui doit réussir à favoriser une vigilance partagée induisant une dynamique perceptive commune des dangers, et de sorte qu'il y ait une claire compréhension de ce que résume l'adage wolof disant « liy raam ci gnag bi la jëm » (ce qui rampe se dirige vers la clôture). L'aperception précoce commune de la menace permet de la conjurer avant son impact.

Trois questions peuvent aider dans la recherche des déterminants et facteurs indicateurs de risques dans la prévention de l'extrémisme violent :

Les populations et leurs intérêts (environnementaux et socio-économiques) sont-ils pris en compte dans le développement des entreprises minières de la région ?

Les communautés locales font-elles face à des violences internes ? Et ont-elles des mécanismes fonctionnels de traitement des conflits et de résorption des violences endogènes ou non ?

1. Le concept de pays-frontière avait été lancé par le président Alpha Oumar Konaré du Mali au début des années 2000 pour rendre compte d'un espace territorial où évoluent dans la continuité des populations séparées par des frontières mais étant ethniquement, linguistiquement et /ou socioéconomiquement soudées.

L'État dispose-t-il de mécanismes inclusifs et d'une stratégie préventive associant les communautés locales et la société civile dans un système de vigilance et d'alerte précoce face à des risques endogènes ou exogènes ?

Dans une approche inclusive de la sécurité, la prévention a une dimension sociale et politique non négligeable.

Pour fonder ses propositions d'une vigilance préventive renforcée, ce recueil d'indicateurs a eu une approche analytique qui a, entre autres, invité à examiner de possibles vulnérabilités susceptibles de constituer des failles opportunes pour l'extrémisme violent au niveau local, administratif et communautaire.

Ainsi, par exemple, les violences sporadiques locales ou communautaires restreintes au niveau des jeunes, sans être ni extrêmes ni organisées peuvent constituer une opportunité pour des groupes voulant s'implanter dans des zones doublement attractives sur les plans économique (mines d'or) et géographique (frontières avec un pays affecté par le terrorisme djihadiste).

L'approche méthodologique pour identifier les indicateurs clefs a mis en évidence un large spectre de tous les domaines relatifs à l'existence, aux activités et actions étant nécessaires à soumettre à la vigilance de l'observation précoce.

Le champ des indicateurs comporte une diversité significative : La propagande et l'éducation religieuse, le recrutement y compris en ligne, la circulation criminelle des armes, le trafic humain, l'orpaillage illégal, les modalités multiformes de financement, le recours à l'intelligence artificielle, les modes de transport par motos dits djakartas, l'usage varié des réseaux sociaux et la mise à profit multiforme des violences endogènes et des conflits locaux intra et intercommunautaires.

La voie est ouverte pour conjurer toute surprise ou lenteur à décoder les signes ou signaux des menaces à notre paix et notre sécurité individuelle et collective.

Plus qu'une simple posture de vigilance l'alerte précoce se relie à un élément de réponse en attente. Elle déjoue le choc de la surprise ; elle indique une veille et une prédisposition à contrer l'extrémisme violent sous toutes ses formes.

LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET

Général de brigade Saifoulaye SOW

Coordinateur du CICO

Cadre interministériel de coordination des opérations de lutte contre le terrorisme (CICO)

Colonel Papa DIOUF

Chef des Opérations

Gendarmerie Nationale

Commissaire Mademba DIOP SALL

Chef Division Contre-Espionnage (DST)

Direction de la surveillance du territoire (DST - Direction Générale de la Police)

Colonel Siaka TAMBA

Commission des Gestions des Frontières

EMPART (Commission des Gestions Frontières des Frontières)

Lieutenant Oumar DIOP

Chef du Secteur Frontalier de Tambacounda (DPAF)

Direction de la police de l'air et des Frontières (DPAF - Direction Générale de la Police)

Colonel Boubacar PAYE

Chef de la CLAT

Cellule de lutte anti-terroriste (CLAT- Ministère de l'Intérieur)

Commissaire Mamadou Bocar LY

Secrétaire permanent du CILEC

Comité interministériel de Lutte contre l'Émigration clandestine (CILEC -Ministère de l'Intérieur)

Commandant Mamadou DIAGNE

Commandant Tambacounda et Kédougou

Brigade Nationale des Sapeurs- Pompiers

Procureur Malick DIA

Magistrat, Directeur adjoint des affaires criminelles et des grâces

Ministère de la Justice

Commandant Mamadou GAYE

Inspecteur régional à Tambacounda

Service des Eaux et Forêts

Mohamed NDIAYE

Directeur de la Planification, des Études et du Suiviévaluation de l'Agence

Agence nationale d'assistance à la sécurité de proximité (ASP)

M. Amadou SY

Chef du département de la Sécurité frontalière

Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires

M. Mamadou Lamine NIANG

Directeur du Renseignement

Cellule nationale de traitement des affaires financières (CENTIF)

Capitaine Papa Latyr DIOUF

Commandement (PC) de la zone militaire n°4

État Major Général des Armées (EMGA)

Lieutenant Mamadou Aliou DIALLO

Chef de la Subdivision des Douanes à Kédougou

DOUANES

Commandant Jacques GOMIS

Conservateur du Parc National du Niokolo-Koba

Parcs Nationaux

LISTE DES PARTICIPANTS À L'ATELIER D'ÉLABORATION DU GUIDE DES INDICATEURS ET DE FORMATION DES FORCES DE SÉCURITÉ À SALY DU 13 AU 15 MARS 2023

Pr. Adjaratou Wakha AIDARA NDIAYE

Directrice Executive

de Partners West Africa

Général Bruno CLÉMENT-BOLLÉE

Général de corps d'armée à la retraite

Consultant - guide OEV

Général Wagane FAYE

General de Brigade (2S)

Desk review Consultant

Colonel Doudou SALL

Colonel Gendarmerie à la retraite

Consultant recherche

Commandant Thierno Ly

Chef de Division

Gendarmerie Nationale

Major Talla NDIAYE

Major de Gendarmerie à la retraite

Facilitateur

Colonel Oumar SOUGOU

EMPART/CNGF

Commission de la Gestion des Frontières

Colonel Assane SECK

Chef des opérations au CICO

Consultant pour l'élaboration du guide
des indicateurs

Capitaine Papa Latyr DIOUF

**Commandement (PC) de la zone
militaire No. 4**

Etat-Major Général des Armées (EMGA)

Commissaire Joséphine SARR

**Commissaire de police de classe
exceptionnelle (ER)**

Facilitatrice

Commissaire Mademba DIOP SALL

Chef Division contre espionnage (DST)

Direction de la Surveillance du Territoire (DTS)

Commissaire Mame Fama NDIAYE

**Chef de la Division Logistique, de la Forma-
tion et du Personnel**

Direction de la Police de l'Air et des Frontières
(DPAF)

Lieutenant Oumar DIOP

**Chef du Secteur Frontalier de
Tambacounda (DPAF)**

Direction de la Police de l'Air et des Frontières
(DPAF)

Major Diam Gaye

Adjudant Major

Consultant pour l'élaboration du guide
des indicateurs

Adjudant Seydou Alpha KANE

Représentant du CILEC

Comité Interministériel de Lutte Contre
l'Émigration Clandestine

Lieutenant Adama BA

**Représentant de la Brigade Nationale
des Sapeurs-Pompier**

Brigade Nationale des Sapeurs-Pompier

Lieutenant Mamadou Aliou DIALLO

**Chef de la Subdivision des Douanes
à Kedougou**

Direction Générale de la Douane

Commandant Mamadou GAYE

Inspecteur Régional de Tambacounda

Service Eaux-et-Forets

Commandant Jacques GOMIS

**Conservateur du Parc National
Niokolo-Koba**

Direction des Parcs Nationaux

M. Babacar BA

Représentant de l'ASP

Agence Nationale d'Assistance à la Sécurité
de Proximité

M. Amadou SY

**Chef du Département de la Sécurité
Frontalière**

Programme d'Urgence, de Modernisation des Axes
et Territoires (PUMA)

Dr. Pape CISSÉ

**Certifié OPM, Expérimenté SES Recherche
et Technologie, Subvention et Transfert de
Technologie, Conseiller Stratégique et
Gestion de la Technologie**

Consultant -Plateforme Digitale

M. Phil GURSKI (01 journée)

**Président et CEO de Threat and
risk consulting**

Consultant

M. Mamadou Abdoulaye MBENGUE

Secrétaire Exécutif de Enda Diapol

Consultant - recherche

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures	1
Liste des tableaux	1
Liste des sigles et abréviations	2
Glossaire	3
RÉSUMÉ	8
INTRODUCTION	11
1. Contexte et problématique	13
2. Objectif et méthodologie du guide	15
2.1. Objectif	15
2.2. Méthodologie	15
2.3. Critères de sélection des indicateurs	16
3. Définition des concepts et des termes clés	18
3.1. Définition	18
3.2. Analyse comparative des différents types d'organisations	18
4. Présentation des régions	21
4.1. La région de Tambacounda	21
4.2. La région de Kédougou	22
4.3. Données comparatives des deux régions ciblées	23
4.4. Contexte sécuritaire et spécificités des régions ciblées	24
5. Facteurs de vulnérabilité	26
5.1. Facteurs socio-économiques	26
5.2. Facteurs liés à la Gouvernance	26
5.3. Facteurs sécuritaires	27
5.4. Facteurs idéologiques	27
6. La complexité de la situation	28
6.1. Analyse situationnelle actuelle des zones concernées	28
6.2. Facteurs à surveiller et risques à anticiper	30
6.3. Facteurs de repulsion ou d'attraction de l'Extremisme Violent au Sud-Est du Sénégal	31
7. Indicateurs précoces observables des activités de l'OEV	33
7.1. Niveau de risque des activités des OEV et actions nécessaires à chaque étape	33
7.2. Indicateurs relatifs au financement des activités de l'OEV	36
7.3. Indicateurs des méthodes et techniques de financement ou de soutien des activités terroristes	37
7.4. Comment les OEV peuvent utiliser d'autres organisations telles que des organisations politiques, sociales ou à but lucratif pour financer leurs activités ?	39
7.5. Comment les OEV peuvent infiltrer le système financier légal pour financer leurs activités ?	41
8. Indicateurs liés à la technologie et aux moyens de communication modernes	43
8.1. Moyens modernes : Outils et technologies	43
8.1.1. Réseaux sociaux : Facebook, Telegram, WhatsApp, etc.	44
8.1.2. Jeux en ligne et intelligence artificielle	45
8.2. Stratégies spécifiques d'enrôlement, de recrutement et de planification	45
8.2.1. Comment les OEV ciblent les groupes vulnérables en ligne?	46
8.2.2. Stratégies, modes d'action et en fonction de la cible	47
8.3. Avantages du virtuel pour les OEV et les défis pour les Forces de Sécurité	49
8.3.1. Opportunités et avantages des OEV	49
8.3.2. Actions à surveiller et à considérer par les Forces de Sécurité	49
9. Indicateurs relatifs à la mobilité ou aux transports	50
10. Indicateurs spécifiques à la géographie et aux ressources naturelles : Tambacounda et Kédougou	51
11. Préparation et financement d'attentats terroristes	54
CONCLUSION	56
BIBLIOGRAPHIE	58

LISTES DES FIGURES

Figure 1 : Le fonctionnement d'une organisation	6
Figure 2 : Les différentes étapes de la méthodologie de l'élaboration du guide	15
Figure 3 : Conception de la méthode delphi	16
Figure 4 : Adaptation de la méthode 6W au projet	17
Figure 5 : Carte de Tambacounda	21
Figure 6 : Carte de Kédougou	22
Figure 7 : Phénomènes à surveiller	28
Figure 8 : Risques majeurs d'interconnexion	31
Figure 9 : Baromètre d'évaluation des OEV	34
Figure 10 : Actions et/ou mesures à mettre en place pour chaque niveau	35
Figure 11 : Possible sources de financement des activités des OEV	37
Figure 12 : Indicateurs des méthodes et techniques de financement ou de soutien	38
Figure 13 : Méthodes d'infiltrations des OEV : Interactions entre OEV et d'autres organisations (Kleptocratie , corruption, criminalités, trafics)	39
Figure 14 : Techniques d'infiltration des OEV dans le système financier légal (Blanchiment, financement occulte etc...)	41
Figure 15 : Préparation et financement des attaques par des OEV	43

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Description des idéologies, des modes opératoires et des stratégies des Organisations Extrémistes Violentes, des groupes Criminels Transnationaux Organisés et des organisations politiques.	19
Tableau 2 : Similitudes et différences entre les Organisations Extrémistes Violentes, les groupes Criminels Transnationaux Organisés et les Organisations politiques.	20
Tableau 3 : Données comparatives des deux régions ciblées	23
Tableau 4 : Facteurs de repulsion ou d'attraction de l'Extremisme Violent au sud-est du Sénégal.	32
Tableau 5 : Indicateurs relatifs aux moyens de transport	51
Tableau 6 : Indicateurs spécifiques à la géographie et aux ressources naturelles : Tambacounda et Kédougou	53
Tableau 7: Quelques propositions de thèmes pour le renforcement de capacités des Forces de Sécurité	66

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACM	: Agence Civilo-Militaire
ANSD	: Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
CEEAC	: Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale
CEDEAO	: Communauté Economique Des États de l'Afrique de l'Ouest
CENTIF	: Cellule Nationale de Traitement des Affaires Financières
CHEDS	: Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité
CICO	: Cadre Interministériel de Coordination des Opérations de lutte contre le terrorisme
CLAT	: Cellule de Lutte Anti-Terroriste
CVA	: Credit Valuation Adjustment
CNGF	: Commission Nationale de Gestion des Frontières
CTO	: Criminalité Transnationale Organisée
DRN	: Délégation au Renseignement National
EMGA	: État-Major Général des Armées
EMPART	: État-Major Particulier (du Président de la République)
EV	: Extrémisme Violent
Forces de Sécurité	: Personnel chargé de la sécurité publique (la Police et la Gendarmerie)
GARSI	: Groupes d'Actions Rapides de Surveillance et d'Intervention
GIE	: Groupement d'Intérêt Économique
GPF	: Groupement de Promotion Féminine
LAT	: Lutte Anti-Terroriste
MFDC	: Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance
OEV	: Organisation Extrémiste Violente
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONU	: Organisation des Nations Unies
ONUDC	: Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
OSC	: Organisation de la Société Civile
P/CEV	: Prévention et lutte Contre l'Extrémisme Violent
PEV	: Prévention de l'Extrémisme Violent
PIB	: Produit Intérieur Brut
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PMI	: Petites et Moyennes Industries
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PSE	: Plan Sénégal Émergent
PUMA	: Programme de Modernisation des Axes et territoires
RUSI	: Royal United Services Institute (Institut Royal des Services de l'ONU)
STCV	: Systèmes de Transfert de Capitaux ou de Valeurs
UEMOA	: Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
USAID	: United States Agency for International Development

GLOSSAIRE

Anticipation :

Capacité des Forces de Sécurité à prévenir l'Extrémisme Violent sur la base des informations dont elles disposent. Elle consiste à mettre en place des stratégies de sécurité qui leur permettront de mieux préparer leur réponse à l'Extrémisme Violent et de prendre les mesures nécessaires pour le combattre.

Conflit communautaire :

Est défini comme un conflit violent entre des groupes non étatiques organisés autour d'une identité communautaire partagée. Un conflit violent fait référence au fait que les parties utilisent la violence meurtrière pour prendre le contrôle d'une ressource contestée et perçue comme indivisible, telle qu'une parcelle de terre ou un pouvoir politique local¹.

Criminalité Transnationale Organisée :

Selon le Bureau des Nations Unies sur la drogue et le crime (ONUDC), dans son article « Criminalité Transnationale Organisée ». La Criminalité Transnationale Organisée est une industrie en constante évolution, qui s'adapte aux marchés et crée de nouvelles formes de criminalité. En bref, il s'agit d'un commerce illicite qui transcende les frontières culturelles, sociales, linguistiques et géographiques, et qui ne connaît ni limites ni règles. »² Le Protocole sur le mécanisme de prévention, de gestion, de résolution des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité de la CEDEAO définit la criminalité transfrontalière comme « tous les actes criminels planifiés ou commis par des individus, des organisations ou des réseaux de criminels locaux et/ou étrangers opérant au-delà des frontières nationales des États membres ou agissant en complicité avec des personnes basées dans un ou plusieurs États voisins du pays sur le territoire duquel les actes criminels sont commis, ou ayant un lien quelconque avec l'un des États membres ».

Croire :

Tenir pour vrai quelque chose qui n'est pas prouvé par la connaissance.

Extrémisme Violent :

«C'est le fait de rejeter avec force les moyens présents de la participation politique, tenter de créer de nouveaux récits et idéologies pour enclencher un changement structurel dans toutes les sphères de la vie (sociale, politique, économique ou ethnique), en défiant la légitimité du système institutionnel existant ». Ainsi, un extrémiste violent ne tolère pas d'opinion différente, considère que son propre point de vue est sans appel, ne laisse aucune chance à la différence de s'exprimer ou veut imposer son point de vue au besoin par l'usage de la violence. Selon le plan d'action pour la prévention de l'Extrémisme Violent de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies, « compromet la paix et la sé-

1. il est défini dans l'article d'Emma Elfversson intitulé «Communal conflict, civil war, and the state : Complexités, connections, and the case of Sudan», le conflit communautaire
2. <https://www.unodc.org/toc/en/crimes/organized-crime.html>

curité, les droits de l'homme et le développement durable. Aucun pays ni aucune région n'est à l'abri de ses effets ». Il considère l'Extrémisme Violent comme « un phénomène diversifié, sans définition claire. Il n'est ni nouveau ni exclusif d'une région, d'une nationalité ou d'un système de croyance ». Elle « considère et traite l'Extrémisme Violent en tant que vecteur du terrorisme.»³

Le Centre africain pour l'étude et la recherche sur le terrorisme définit l'Extrémisme Violent dans son ouvrage : « Revue africaine sur le terrorisme » comme « une forme d'extrémisme qui tolère et met en œuvre la violence avec une intention idéologique ou délibérée ». L'ouvrage cite le point de vue de l'UNESCO sur l'Extrémisme Violent, qui voit ce dernier comme « les croyances et les actions des personnes qui soutiennent ou utilisent la violence pour atteindre des objectifs idéologiques, religieux ou politiques, ce qui inclut le terrorisme et d'autres formes de violence à motivation politique ou sectaire ».

Dans son « Appel à l'action de Dakar », la CEDEAO qualifie l'Extrémisme Violent de fléau « qui menace les efforts visant à maintenir la paix, la stabilité, la sécurité, la protection et la promotion des droits de l'homme et de l'État de droit en vue de la prospérité et du développement durable en Afrique de l'Ouest et au Sahel ».⁴

Forces de Sécurité :

On entend par Forces de Sécurité le personnel chargé de la sécurité publique (la police et la gendarmerie) en anglais « Law enforcement »

Idéologie :

Système de pensée basé sur des croyances et des interprétations mais non sur la connaissance (finalement en décalage avec la réalité).

Islamisme :

Courant politico-religieux idéologique, pratiqué par des personnes, des groupes organisés ou non voulant influencer la société pour la mettre en conformité avec le Coran et la Sunna du prophète Mohamed (PSL), avec ou sans violence.

Organisation :

Système social organisé pour atteindre un certain type d'objectif. Elle suppose un but formel, une division des tâches, une attribution des rôles, un système de communication, un mécanisme de prise de décisions et un ensemble de règles d'évaluation de l'activité. Dans une acception plus générale, le concept d'organisation postule l'existence de règles (explicites ou implicites) visant à rendre formellement possible la coordination d'un ensemble de moyens divers (humains, financiers, matériels, informationnels) en vue de l'atteinte des objectifs de l'organisation et de ses membres.

Elle peut être temporaire ou durable, diffère d'une action collective organisée et peut se

3. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N15/456/22/PDF/N1545622.pdf?OpenElement>

4. https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/dakar_call_en_final_version_0.pdf

présenter sous différentes formes observables dans le cadre de l'EV : Les aspects suivants peuvent permettre rapidement de reconnaître ce qu'est une organisation :

- ✓ Cellules (dormantes ou actives ; cellule de LAT, etc.)
- ✓ Associations
- ✓ Dahiras
- ✓ Organisation à base communautaires

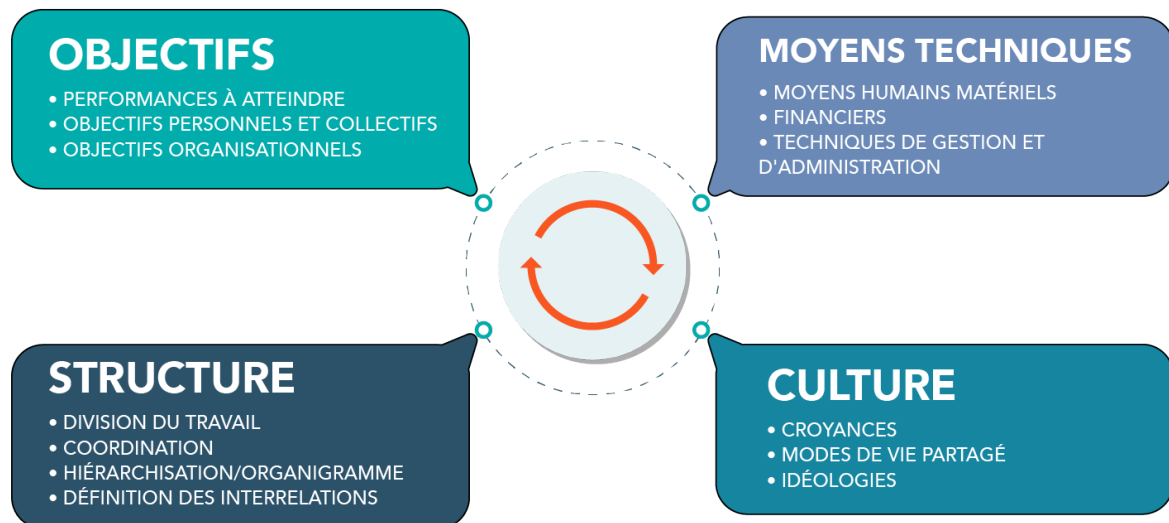


Figure 1 : Le fonctionnement d'une organisation

Prévention :

Elle est considérée comme l'ensemble des mesures ou dispositifs de sécurité mis en place pour réduire le risque d'Extrémisme Violent. Elle a pour but de détecter le phénomène à un stade précoce afin de permettre aux Forces de Sécurité d'intervenir rapidement.

Radicalisation :

« C'est le processus par lequel un individu ou un groupe d'individus est amené à considérer la violence comme un moyen d'action légitime et souhaitable ». Elle conduit à la prise de positions intransigeantes conduisant à l'intolérance et au refus du dialogue.

Sécurité collaborative :

Elle est d'abord établie par la charte des Nations Unies, la sécurité collaborative est définie comme « les conditions normatives, mais aussi politiques et militaires préalables permettant aux Nations Unies, dans les conditions actuelles, d'être en mesure de prévenir les menaces, les actes d'agression et les autres actes de rupture de la paix. »⁵

5. https://unrcca.unmissions.org/sites/default/files/4-unrcca_handout_collective_security_system_eng_2020.pdf

Terrorisme :

Il n'existe aucune définition universelle et juridiquement contraignante au regard du droit pénal pour le terrorisme.

Les définitions courantes du terrorisme se réfèrent uniquement à des actes de violence commis dans le but de susciter la peur (ou la terreur), et qui sont perpétrés pour des motifs religieux, politiques ou idéologiques, et qui touchent ou qui méprisent de façon délibérée la sécurité des civils.

Le Département de la Défense américain définit le terrorisme comme étant « *L'utilisation calculée de la violence ou de la menace de violence afin de susciter la peur, dans des buts généralement politiques, religieux ou idéologiques* ». Pour le Département d'Etat, le terrorisme est « *un acte violent prémédité, commis à des fins politiques contre des cibles non combattantes (civils, personnels militaires non armés et/ou pas en service, attaques contre les personnels armés et les installations militaires n'étant pas en situation d'hostilité militaire) par des groupes sous-nationaux ou des agents clandestins, et dont le but est généralement d'influencer une population ; quant au terrorisme international, il représente un terrorisme impliquant les citoyens ou le territoire de plus d'un pays ; on appelle groupe terroriste tout groupe recourant ou ayant des sous-groupes significatifs recourant au terrorisme international* ».

Jacques Baud, dans son ouvrage l'Encyclopédie des Terrorismes⁶, distingue différentes formes de terrorismes. Du terrorisme de droit commun - tels que les réseaux de criminalité organisée : Organizatsiya en Russie, mafias italiennes, narcotrafiquants de Colombie, du Mexique - en passant par le terrorisme politique - avec par exemple, l'IRA -, par le terrorisme à cause unique - dont les actions violentes sont menées au nom d'une idée plutôt que de convictions politiques, à l'image de certains groupes anti-avortements, racistes, écologistes -, jusqu'au terrorisme religieux. Il précise également la définition du Département de la Défense, indiquant que le terrorisme « *n'est ni une idéologie, ni un objectif politique, ni une fatalité. C'est une méthode de combat. Une méthode que l'on peut réprouver, et dont la légitimité se trouve davantage dans les objectifs politiques que dans les objectifs opérationnels.* » Le terrorisme est à la fois un mode d'expression et un mode d'action au service d'une cause. Mode d'expression sans dialogue possible et mode d'action aveugle selon les uns, rhétorique d'une justice pour laquelle les dommages collatéraux sont inévitables selon les autres.

L'utilisation ou la menace grave de violence à l'égard d'innocents pour défendre une cause politique, religieuse ou idéologique.

Troubles politiques :

Dans leur article intitulé « Micro-politics of disorder », Robert M. Emerson et Sheldon L. Messinger les définissent comme « toute situation sociale qui produit un certain nombre de difficultés, fugaces et ambiguës, qui pourraient être identifiées comme des déviations, alors qu'elles n'en sont pas. Dans de nombreux cas, ce qui est initialement reconnu est un vague sentiment que «quelque chose ne va pas» - quelque chose comme un « désordre ». L'examen de l'histoire naturelle des problèmes de ce type est susceptible de fournir une approche fructueuse des processus de réaction informelle et de leur relation avec les réactions des agences officielles de contrôle social. »⁷

6. Encyclopédie des Terrorismes, Jacques Baud, éditions Lavauzelle 1999 et 2003 pour la dernière édition.

7. <https://books.openedition.org/editionsehess/19547?lang=en>

RÉSUMÉ

Ce projet, « Préparation à la sécurité collaborative grâce aux indicateurs VEO et au renforcement de capacités des Forces de Sécurité pour la prévention de l'Extrémisme Violent et la lutte contre le terrorisme à l'Est du Sénégal », comme son titre l'indique, est mis en œuvre dans les régions de Tambacounda et de Kédougou, les extrêmes Sud-Est du Sénégal. Ces deux régions ceinturées par des brasiers que représentent le Mali, la Guinée, la Mauritanie et la Gambie, sont exposées à des pénétrations étrangères souvent incontrôlées. Par voie de conséquence, d'aucuns pensent que l'Extrémisme Violent et le terrorisme peuvent trouver un terreau fertile à leur développement. Dans le cadre des objectifs de ce projet qui consistent à identifier des indicateurs précoces observables des Organisations d'Extrémisme Violent et sur cette base, développer un guide de référence conçu pour renforcer les capacités des Forces de Sécurité afin qu'elles puissent s'inscrire dans la prévention de ces fléaux de manière efficiente.

Ces indicateurs sont relativement spécifiques à ces deux régions. Les ateliers de co-conception ont permis d'établir une liste d'indicateurs aidant à identifier les risques et méthodes d'enrôlement, les modes opératoires des groupes terroristes, des groupes Criminels Transnationaux Organisés et des Organisations Extrémistes Violentes, les facteurs de vulnérabilité de cette zone et les mesures préventives à adopter par les forces.

Ce guide regroupe une panoplie de définitions de termes et de concepts tels que l'Extrémisme Violent, la sécurité collaborative, la prévention, l'anticipation, la Criminalité Transnationale Organisée, les troubles politiques, les conflits communautaires, entre autres, pour

permettre à ses usagers d'en comprendre la quintessence. Dans une autre optique, des similitudes et différences entre les Organisations Extrémistes Violentes, les groupes Criminels Transnationaux Organisés et les organisations politiques, ont été établies pour comprendre leurs idéologies, modes opératoires et stratégies. Des sources de financement confirmées, suspectes et potentielles sont caractérisées par l'extorsion de fonds aux populations locales se trouvant dans leur zone d'influence, le paiement « de taxes » et « de redevances » pour bénéficier de protection et de sécurité, l'enlèvement de civils et la demande de rançons, les attaques perpétrées sur les mines d'or, la création de propres marchés pour vendre du bétail volé dans les zones qu'ils contrôlent, des trafics et échanges informels par des clans individuels ou de nombreuses tribus, la présence de grandes économies informelles basées sur des paiements en numéraires, la porosité des frontières, la circulation de capitaux et de biens, le transfert de devises, le transport physique d'espèces, les produits de divers trafics (drogues, armes, médicaments, migrants, viande de brousse, bois...) la contrebande de pétrole et de cigarettes, entre autres.

Ce guide révèle des facteurs socio-économiques favorisant le développement de l'Extrémisme Violent à l'Est du Sénégal et seraient liés à la mal gouvernance, à l'idéologie, à la sécurité, au banditisme, à l'orpaillage clandestin, aux braquages, à la traite des personnes, etc. En outre, il comprend des tableaux explicatifs de ces indicateurs et des facteurs de répulsion et d'attraction.

INTRODUCTION

Depuis quelque temps, la situation sécuritaire se dégrade progressivement au Sud-Est du Sénégal, lentement mais hélas sûrement et encore de façon assez subtile. Une telle dégradation est due à plusieurs phénomènes bien identifiés, différents les uns des autres, mais dont certains ont des intérêts qui pourraient se croiser dans un proche avenir.

Dans ce cas, il est alors à craindre une détérioration brutale de la situation dans cette zone, avec un risque d'extension à d'autres régions du Sénégal, comme on a pu le voir assez récemment ailleurs en Afrique de l'Ouest. Et cela pourrait tomber à un moment délicat, où toutes les attentions sont concentrées sur d'autres priorités. Même si, au plan stratégique, la prévention/lutte contre l'Extrémisme Violent est une des priorités inscrites dans la politique publique nationale, le Plan Sénégal Émergent (PSE), notamment en son axe 3 intitulé "Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité". Force est de constater que dans le cas précis du Sénégal, la menace est encore imperceptible. En effet sur le plan politique il est toujours difficile de décider d'un engagement onéreux en moyens humains, matériels et logistiques sur le terrain alors qu'aucun événement grave n'est encore survenu.

Mais face aux alertes qui se sont déclarées ces derniers temps au Sud-Est du

pays, faut-il attendre l'événement avant d'agir ? C'est la raison pour laquelle, il apparaît important de prendre conscience de l'existence, du fonctionnement et surtout de l'impact de ces menaces dans la zone concernée afin de préparer des réponses adaptées. Ces dernières doivent au moins prévenir tout risque d'interconnexion entre elles car la gravité de la situation changerait d'échelle et deviendrait difficilement gérable. Il conviendrait au mieux de permettre de les réduire, voire de les éradiquer. Il est encore possible de rétablir la situation, à la condition de prendre conscience de toute sa complexité et de son niveau de gravité, puis d'agir sans trop tarder pour les raisons précitées.

C'est l'objet du projet mené par Partners West Africa-Sénégal, financé par le Département d'État américain à travers le Bureau de lutte contre le terrorisme (CT Bureau) sur la préparation à la sécurité collaborative grâce aux indicateurs VEO et le renforcement de capacités des Forces de Sécurité pour la prévention de l'Extrémisme Violent et la lutte contre le terrorisme à l'Est du Sénégal.

Il s'agit, dans le cadre de la mise en œuvre de la sécurité collaborative en matière de PEV et de LAT, de renforcer les capacités des Forces de Sécurité en s'appuyant sur les indicateurs VEO dans la zone Est du Sénégal.

1. Contexte et problématique

L'Extrémisme Violent s'est développé en Afrique où l'indice mondial du terrorisme 2023 indique que 60 % des décès attribués à des groupes extrémistes violents en 2022, ont eu lieu en Afrique subsaharienne. La violence intercommunautaire et le manque de cohésion sociale contribueraient au recrutement de groupes sur le continent, et malgré de nombreux efforts de prévention, la menace terroriste persiste. De plus en plus, le terrorisme s'est concentré dans des régions et des pays souffrant d'instabilité politique et de conflits. Il est de plus en plus reconnu qu'une approche sécuritaire seule ne suffit pas à prévenir l'Extrémisme Violent, et que des facteurs tels que la bonne gouvernance, l'adhésion aux droits de l'homme et le respect de l'État de droit sont des éléments essentiels à prendre en compte. Ainsi, dans la région du Sahel, l'Indice Mondial du Terrorisme cite les moteurs de l'extrémisme comme étant principalement liés à la gouvernance et à la socio-économie tels que l'accès difficile à l'eau, le déficit alimentaire, la forte croissance démographique, la faiblesse des gouvernements (en particulier dans les zones frontalières). En même temps, les niveaux de paix positive sont faibles, les pays du Sahel obtenant des scores médiocres pour les facteurs suivants : fonctionnement du gouvernement, niveaux de corruption, capital humain, état de droit, répartition des ressources, environnement commercial sain...

Le rapport du PNUD **"Journey to Extremism in Africa"** a analysé les résultats d'entretiens menés sur tout le continent africain, composés de **495 personnes**

ayant rejoint volontairement des groupes extrémistes violents et de 78 personnes ayant été recrutées contre leur gré ; et un second groupe de référence comprenant 145 personnes sans affiliation à des groupes extrémistes violents. Il montre que c'est dans les régions périphériques de l'Afrique (zones frontalières ou zones traditionnellement marginalisées) où on constate plus de vulnérabilité des individus, exacerbée par une croissance économique dont ils ne bénéficient pas. Le contexte national est marqué par une absence du phénomène d'EV et d'actes terroristes. Cette absence, en rapport avec l'instabilité des pays voisins, permet de qualifier ce contexte « d'exception sénégalaise » parmi les États africains pour les raisons suivantes :

- **Il a entrepris une libéralisation politique dès 1974 avec d'abord l'instauration d'un multipartisme limité à deux partis politiques d'opposition de droite et de gauche,** ensuite suivi de l'institution d'un pluralisme illimité à partir de 1983, après le départ volontaire du pouvoir de son premier président en 1981.

Par ailleurs il n'a jamais connu de coup d'État, des élections sont régulièrement tenues aux dates annoncées, trois alternances au pouvoir en 2000, 2012 et 2024 ont été notées sans interférence des militaires. Le Sénégal dispose de forces armées républicaines, bien formées ayant participé de façon honorable à de nombreuses missions internationales et régionales de maintien de la paix.

En outre, **le Sénégal a obtenu une note de 1,58 sur 10 dans l'indice mondial de terrorisme pour 2022, ce qui le place au 70ème rang sur 163 pays.** Il

présente un risque très faible d'impact du terrorisme, comparé au Mali qui se classe au 7ème rang, avec un score de 8,152.

La sécurité est aussi une priorité pour le pays.

Le budget alloué à la sécurité intérieure a augmenté de 300 % entre 2013 et 2017, atteignant environ 8 millions d'euros (sur un PIB total de 12 milliards d'euros). Les mesures de sécurité visent principalement à prévenir les attentats terroristes, dont le Sénégal est jusqu'ici épargné mais qui touchent les pays voisins.

- **Il se distingue par la création d'un État de droit, ayant établi un réseau institutionnel particulièrement réussi pour l'affirmation d'un État authentique sur le territoire national.**
- **Il est exceptionnel par sa cohésion Sociale.**

L'harmonie ethnique et religieuse sénégalaise est expliquée par :

- un souci d'équilibre dans la répartition des postes de responsabilité entre les ethnies, les religions et les régions : au lendemain des indépendances, les autorités auraient soigneusement évité de structurer leurs méthodes de gouvernement et les institutions d'une façon qui puisse inciter les Sénégalais à se mobiliser selon les particularismes ethniques.

- une mise en avant des facteurs culturels, tels que le cousinage à plaisanterie et les mariages inter-ethniques.

- le rôle des confréries : bien que le Sénégal en tant que pays majoritairement musulman et profondément croyant puisse sembler être un terreau fertile pour l'installation d'organisations islamiques incontrôlées développant une rhétorique fondamentaliste, les sentiments religieux n'ont pas encore évolué vers un militantisme terroriste ou djihadiste ouvert. Les confréries religieuses y ont beaucoup contribué. En effet, les confréries soufies, auxquelles s'identifie la majorité de la population, sont historiquement connues pour leur nature pacifique et sont considérées comme un rempart contre l'islam radical.

- Le Wolof comme ciment fédérateur de la communication inter-ethnique : contrairement aux autres pays africains, le Sénégal ne compte environ que 17 groupes ethniques.

Les wolofs représentent 43,5% de la population sont présents dans toutes les régions du pays. La langue Wolof est parlée par 70% environ de la population sénégalaise (recensement des populations de 1988). Ainsi les barrières linguistiques sont moins accentuées au Sénégal, ce qui contribue à la cohésion sociale au niveau national et à moins de conflits ethniques. Même si cette exception sénégalaise est généralement admise, des indicateurs d'EV sont observables dans le pays et en particulier dans la zone Est.

2. Objectif et méthodologie du guide

2.1 Objectif

L'objectif global de ce guide est d'identifier les premiers indicateurs observables des activités et opérations des Organisations Extrémistes Violentes dans la zone **Est** du Sénégal afin de proposer des modules de formation aux Forces de Sécurité pour la **P/CEV**.

2.2 Méthodologie

La méthodologie est basée sur une approche alliant recherche empirique et collecte de données de terrain.

Une réunion avec les membres du comité de pilotage, les consultants et l'équipe du projet a permis de recueillir des informations et des indicateurs à plusieurs niveaux (local, national et international).

La collecte des données est basée principalement sur une recherche documentaire à partir des publications et du cadre légal d'identification des indicateurs, mais aussi sur des données de terrain fournies par les facilitateurs et l'équipe du projet lors des ateliers de co-conception.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la sécurité collaborative dans le domaine de la **PEV** et de la **LAT**, l'objectif est de renforcer les capacités des Forces de Sécurité dans la zone **Est** du Sénégal.

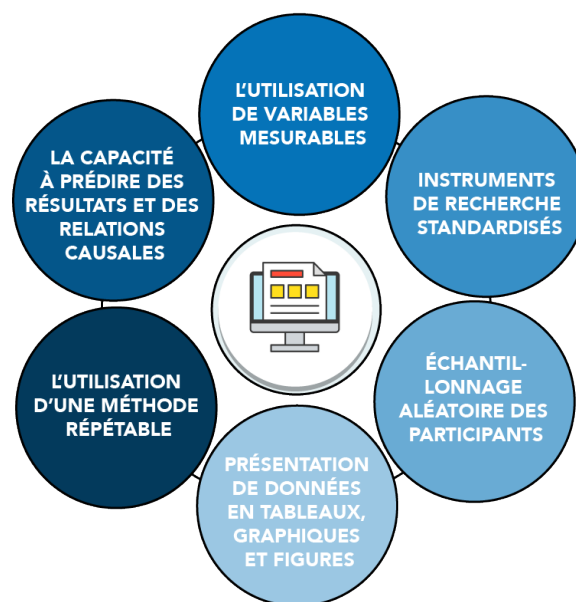


Figure 2 : Les différentes étapes de la méthodologie et l'élaboration du guide

a. Analyse documentaire

et recherche cartographique Il s'agit d'une recherche documentaire menée par trois consultants nationaux et un consultant international. Les leçons apprises et les expériences d'autres pays ont été prises en compte. Les données de terrain exploitées proviennent des informations collectées, dans les régions de Tambacounda et de Kédougou, par l'équipe du projet et les facilitateurs.

b. Ateliers de co-conception

Les ateliers de co-conception se sont tenus dans les sept départements des régions de Tambacounda et de Kédougou (Tambacounda, Bakel, Koumpentoum, Goudiry, Kédougou, Saraya, Salémata). Ils ont enregistré la participation des Forces de Sécurité, des autorités locales et administratives et des membres de la communauté pour discuter et identifier la perception des communautés sur l'EV, les facteurs de vulnérabilité et les modes opératoires des OEV.

c. La méthode Delphi

La méthode delphi a été utilisée dans cette partie. Il s'agit d'une méthodologie systématique de consultation d'experts sur un sujet spécifique. Elle permet de recueillir des avis, des arguments, des suggestions et des recommandations, et de faire émerger des convergences et des consensus.

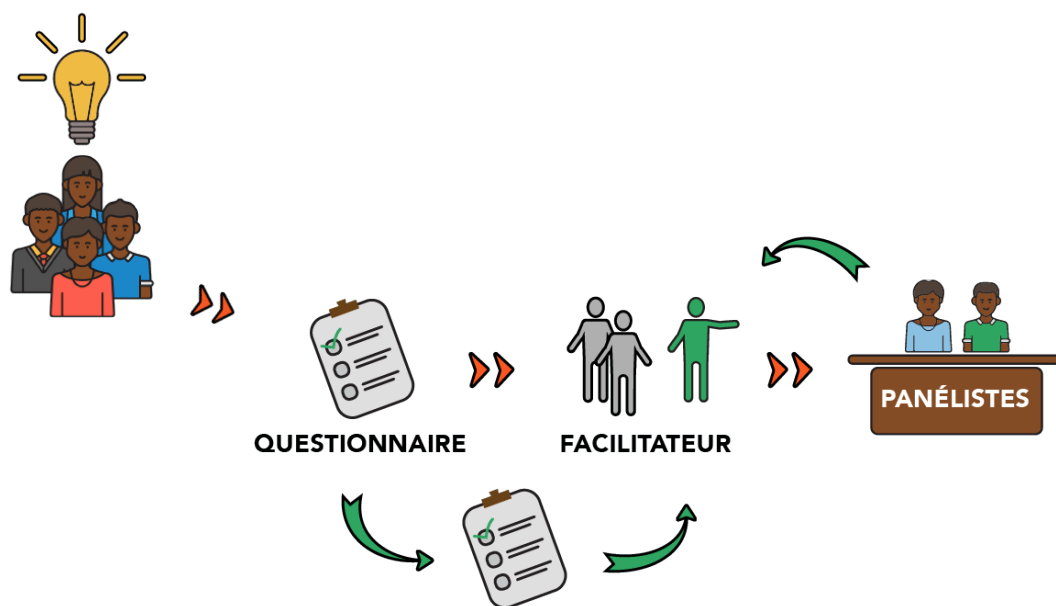


Figure 3 : la conception de la méthode delphi

- **Travail en ligne et télétravail entre experts**

Les données issues des ateliers de co-conception et le rapport de recherche documentaire constituent la base du travail.

- **Atelier d'élaboration du guide d'indicateurs et de renforcements des capacité des Forces de Sécurité:** Un atelier de trois (03) jours a été organisé avec les membres du comité de pilotage, les consultants nationaux et internationaux, les facilitateurs et l'équipe de Partners West Africa Sénégal pour élaborer le guide de base sur les indicateurs précoces observables de l'activité des Organisations Extrémistes Violentes, les directives de **renforcements de capacité** pour les Forces de Sécurité, et un projet de plateforme numérique et interactive d'apprentissage des indicateurs.

2.3. Critères de sélection des indicateurs et définitions des concepts clés

- **Critères de sélection de l'indicateur : la méthode 6W**

Le cadre étant déjà défini (Où : Tambacounda et Kédougou), la méthode des 6 W a été utilisée pour le choix des indicateurs et la définition des termes et des concepts clés. Les 6 W sont utiles pour analyser une problématique, décrire une situation ou une solution en adoptant une attitude interrogative systématique.

Le schéma ci-dessous illustre les différentes étapes de la méthode.

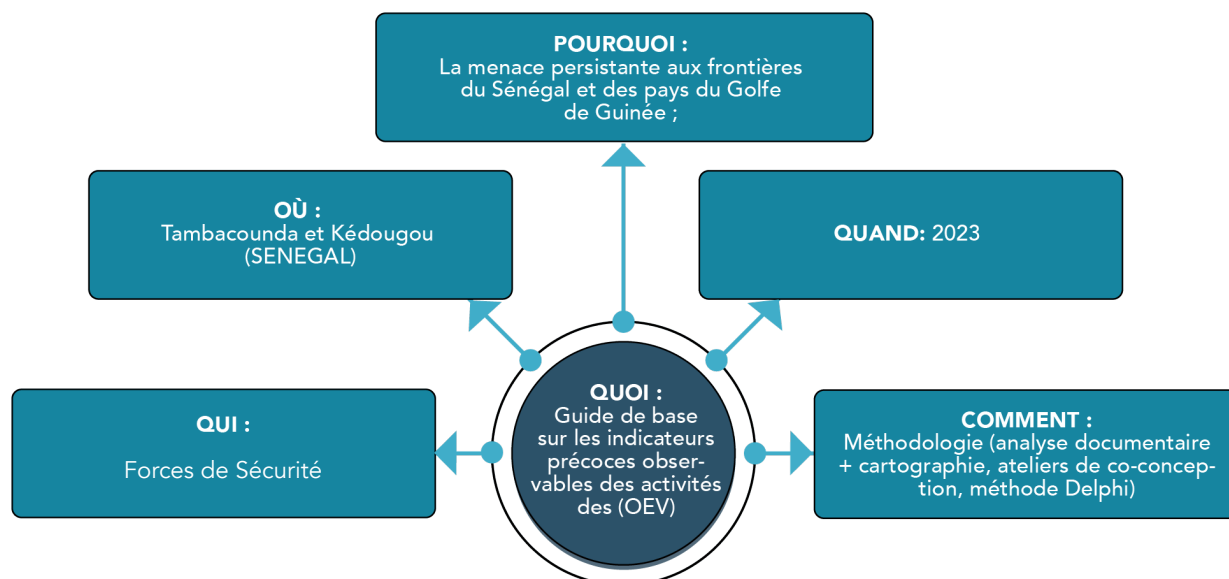


Figure 3 : Adaptation de la méthode 6W au projet

*QUOI : *et les différences avec d'autres types d'organisations telles que criminelles, politiques, etc. renforcements de capacités des Forces de Sécurité*

*QUI : * communautés(leaders communautaires, jeunes, femmes, associations de jeunes, associations de femmes, autres)*

POURQUOI : contexte de vulnérabilité du pays (économique, politique, etc.), instabilité politique des autres pays (Coups d'Etats, situation au Sahel et dans le Golfe de Guinée).

• Définition d'indicateur

Il existe de nombreuses définitions de la notion d'indicateur mais, la définition la plus consensuelle est qu'un indicateur est avant tout une construction, nécessitant à la fois **matières premières et règles de construction**. La matière première des indicateurs est le plus souvent constituée de données chiffrées, de variables, qui sont elles-mêmes produites et agencées selon des règles de construction précises que l'on qualifie généralement de conventions, et qui font l'objet de consensus scientifiques ou techniques. Ces conventions permettent ainsi d'assurer l'homogénéité des indicateurs, condition sine qua non de toute comparaison.

On ajoutera à cela que, bien souvent, **un indicateur doit être capable de faire apparaître des seuils permettant de décrire précisément une situation**, ce qui revient à déterminer un **seuil de perception** ou permettre **de porter un jugement**. Toutes convergent plus ou moins autour de l'idée qu'un **indicateur est la traduction d'un concept ou d'un phénomène sous la forme d'un signal par exemple un code couleur ou d'un chiffre** dans le but de :

- Simplifier une information (parfois complexe) pour la rendre compréhensible et utilisable par un public cible (professionnels, chercheurs, informaticiens, décideurs, grand public, etc.) ;
- Décrire une situation à un moment et un endroit donnés puis, par réplique, de permettre des comparaisons dans le temps et/ou dans l'espace ;
- Synthétiser et codifier des informations et/ou événements en vue de pouvoir faciliter la communication dans un secteur donné et/ou mettre en place des outils d'aide à la prise de décision.

3. Définition des concepts et des termes clés

3.1. Définition

L'Extrémisme Violent et le terrorisme sont deux réalités sécuritaires contemporaines contre lesquelles toutes les sociétés doivent se préparer à faire face. Sous cette session, nous proposons des définitions des termes suivants selon les Organisations des Nations Unies, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union Africaine et les chercheurs.

3.2. Analyse comparative des différents types d'organisations

L'Extrémisme Violent pourrait être mis en corrélation avec d'autres types d'activités qui utilisent la violence pour atteindre leurs objectifs, comme le crime organisé, certaines manifestations politiques et/ou syndicales, certaines revendications identitaires, etc. Si les modes d'action peuvent sembler similaires, les moyens et les stratégies diffèrent. Cependant, il ne faut pas exclure les alliances et/ou les interconnexions qui pourraient les réunir. D'où l'intérêt de bien connaître les indicateurs mais aussi de pouvoir les évaluer et mettre en place des mécanismes d'alerte efficaces.

Organisation Extrémiste Violente (OEV) : selon le Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité (CHEDS), dans son article « Extrémisme Violent, crime organisé et conflits locaux au Liptako-Gourma » définit l'Extrémisme Violent « en termes d'appartenance ou d'association avec des groupes qualifiés comme tels ou connus comme terroristes ou djihadistes ». Par Organisation Extrémiste Violente, on entend tout groupe d'individus qui tend à promouvoir des activités d'extrémismes violents.

La Criminalité Transnationale Organisée : selon le Bureau des Nations Unies sur la drogue et le crime, dans son article « Criminalité Transnationale Organisée » La Criminalité Transnationale Organisée est une industrie en constante évolution, qui s'adapte aux marchés et crée de nouvelles formes de criminalité. En bref, il s'agit d'un commerce illicite qui transcende les frontières culturelles, sociales, linguistiques et géographiques, et qui ne connaît ni limites ni règles. »⁷

Le Protocole sur le mécanisme de prévention, de gestion, de résolution des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité de la CEDEAO définit la criminalité transfrontalière comme « tous les actes criminels planifiés ou commis par des individus, des organisations ou des réseaux de criminels locaux et/ou étrangers opérant au-delà des frontières nationales des États membres ou agissant en complicité avec des personnes basées dans un ou plusieurs États voisins du pays sur le territoire duquel les actes criminels sont commis, ou ayant un lien quelconque avec l'un des États membres ».

7. <https://www.unodc.org/toc/en/crimes/organized-crime.html>

Tableau 1 : Description des idéologies, des stratégies et des modes opératoires des Organisations Extrémistes Violentes, des groupes criminels transnationaux organisés et des organisations politiques.

 ORGANISATION	 IDÉOLOGIES	 STRATÉGIES	 MODES OPÉRATOIRES
ORGANISATION EXTRÉMISTE VIOLENTE	- Promotion de politiques autoritaires et rigides, - Rejet de l'identité collective, - Rejet des valeurs occidentales, - Mise en place d'une nouvelle politique, sociale, culturelle et économique.	- Cibler les zones favorables, - Cibler les personnes vulnérables, - Financer des personnes, - Construire des lieux de culte et d'infrastructures, - Prêcher pour influencer les gens, - Recourir à la violence.	- Attaques avec des engins explosifs improvisés ou avec des armes, - Recrutement par manipulation, - Revendication d'attentats, - Kidnapping, - Appel intime au martyr, - Focalisation sur les frontières où l'Etat est moins présent.
GROUPES CRIMINELS TRANSNATIONAUX ORGANISÉS	Motivés par le profit	- Opérer dans les zones grises - Présence dans plusieurs pays - Recours à la violence - Corruption - Investissement dans des entreprises légitimes	- Réseaux de criminalité organisée et réseaux mafieux, - Utilisation du marché noir, - Groupes criminels internationaux - Stratégies
GROUPES POPULISTES / ORGANISATIONS POLITIQUES	- Tout mouvement ou action d'hostilité à l'égard des fonctionnaires et représentants du gouvernement - Désaccord avec les politiques gouvernementales, - Dénonciation des lacunes du système démocratique - Pouvoir politique - Influence de la prise de décision et des décideurs - Développement - Amélioration du système politique	- Protestation - Propagande - Dénigrement - Manipulation par les médias - Médias mensongers - Boycott - Désobéissance civile	- Manifestation au niveau national - Révolte populaire - Émeute, vandalisme, actes de violence isolés, - Menace à l'encontre d'un homme politique, - Groupes de pression, - Atmosphère polarisante

Tableau 2 : Similitudes et différences entre les Organisations Extrémistes Violentes, les groupes Criminels Transnationaux Organisés et les organisations politiques.

 ORGANISATION	 SIMILITUDES	 DIFFÉRENCES
ORGANISATION EXTRÉMISTE VIOLENTE	- Groupes illégaux - Déstabilisation du gouvernement - Groupes criminels organisés - Opérant au niveau transnational - Recours à la violence - Corruption - Engager les jeunes et les populations vulnérables pour le profit	- Opérer au niveau des frontières - Objectifs politiques et religieux - Diffusion de leurs idéologies - Attaques sporadiques - Exclusion d'autres croyances politiques ou religieuses différentes des leurs
GROUPES CRIMINELS TRANSNATIONAUX ORGANISÉS		- Organisations criminelles transfrontalières - Profit - Influence sur le gouvernement, la politique et le commerce - Activités criminelles telles que le trafic de drogue, la traite des êtres humains, le trafic d'armes, le blanchiment d'argent, le braconnage, etc.
ORGANISATIONS POLITIQUES / GROUPES POPULISTES	- Engager les jeunes et les populations vulnérables pour obtenir le pouvoir - Déstabilisation du gouvernement	- Légale et reconnue - Revendication politique - Fonctionnement au niveau national

4. Présentation des régions

4.1. La région de Tambacounda

Située à l'Est du Sénégal, Tambacounda est la plus grande région administrative du pays. Elle occupe une position de carrefour qui s'est renforcée avec l'ouverture des corridors Tambacounda-Bamako, Tambacounda-Moussala et Tambacounda-Labé faisant de la région « le corridor des corridors ».

Elle partage 325 km de frontières avec le Mali à l'Est, 62 km avec la Mauritanie au Nord-Est et 162 km avec la Gambie à l'Ouest.

La région est limitée au Nord par la République Islamique de Mauritanie et les régions de Louga et Matam, au Sud par la région de Kédougou et la République de Guinée, à l'Est par la République du Mali et la République Islamique de Mauritanie, et à l'Ouest par la République de Gambie et les régions de Kolda et de Kaffrine. Elle est également bordée par la République de Guinée-Bissau.

Outre sa richesse géographique, Tambacounda est le dernier bastion de la faune au Sénégal qui abrite une faune riche et variée.

En plus de son potentiel agricole, pastoral et forestier, cette région aurifère dispose d'importants atouts transfrontaliers. Dans la région, les secteurs de la construction (BTP), du commerce, de l'agriculture

et de l'agroforesterie restent les principaux pourvoyeurs d'emplois. Le secteur du bâtiment et des travaux publics emploient 33,1%, l'agriculture 27,6 % et le commerce 24,5 %. Avec 15 forêts classées, le secteur forestier représente 01% du PIB et 05% du secteur primaire.

La situation périphérique de Tambacounda, qui représente près d'un tiers du territoire national, place cette région dans un espace où l'Extrémisme Violent constitue une menace sérieuse, bien que le Sénégal n'ait pas encore enregistré d'attentats terroristes ou classés comme tels. Cependant, au cours des deux dernières années, des incidents de sécurité sporadiques ont été enregistrés le long de sa frontière Sud- Est avec le Mali.

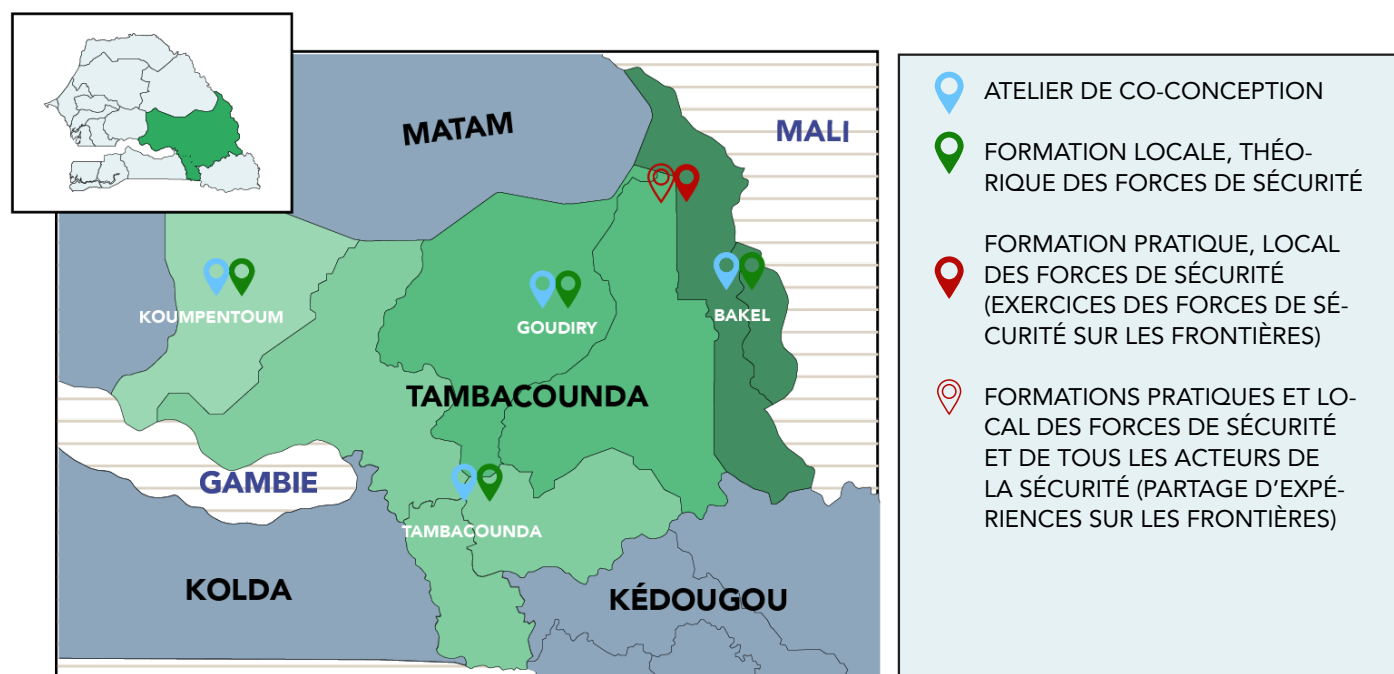


Figure 5 : Carte de Tambacounda

4.2. La région de Kédougou

Avec une population de plus de 200 000 habitants, la région de Kédougou est bordée à l'Est par le Mali, épicerie de l'insécurité au Sahel, et au Sud par la Guinée, « Cette région a été créée par la loi 2008-14 du 18 mars 2008, suite au découpage de l'ancienne région de Tambacounda. Elle couvre une superficie de 16 896 km² et est limitée à l'Ouest et au Nord par la région de Tambacounda et à l'Est et au Sud respectivement par les Républiques du Mali et de Guinée. Avec la mise en œuvre de l'Acte III de la décentralisation, la région compte vingt-deux (22) collectivités territoriales, trois

départements (Kédougou, Salémata et Saraya) et dix-neuf (19) communes (Kédougou, Bandafassi, Fongolimbi, Dimboli, Dindéfelo, Ninéfécha, Tomboronkoto, Salémata, Dakatéli, Oubadji, Dar-Salam, Kévoye, Ethiolo, Saraya, Sabodala, Médina Baffé, Missira-Sirimana, Khossanto, Bembou). De même, la région compte six (06) arrondissements (Sabodola, Bembou, Fongolimbi, Bandafassi, Dar salam et Dakatéli) selon le rapport de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) sur la situation économique et sociale régionale de Kédougou 2021 publié en septembre 2023.

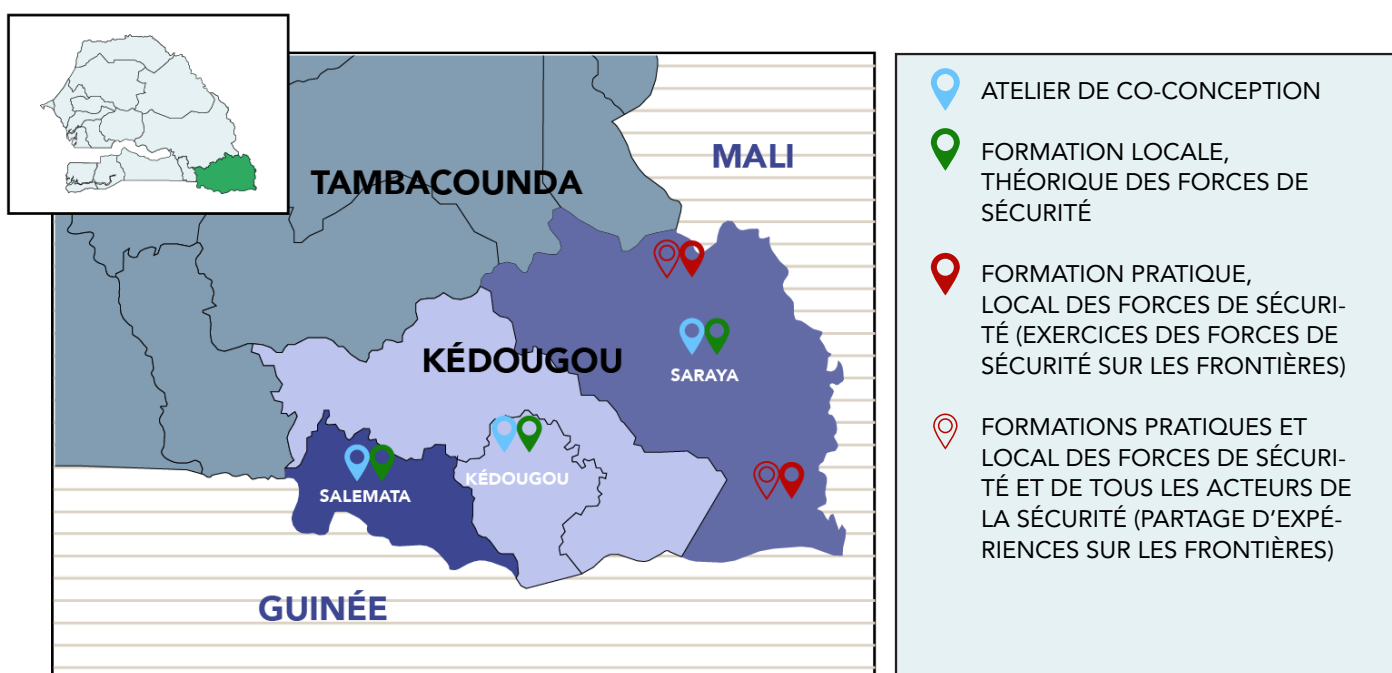


Figure 6 : Carte de Kédougou

4.3. Données comparatives des deux régions ciblées

Tableau 3 : Données comparatives des deux régions ciblées. Source: ANSD 2021

DONNÉES 	KEDOUGOU	TAMBACOUNDA
SUPERFICIE EN KM2	16.896	42.706
POPULATION	184.216	841.518
GÉOGRAPHIE	Elle est limitée : A l'Ouest et au Nord de la région de Tambacounda ; A l'Est par la République du Mali ; Au Sud par la République de Guinée.	Elle est limitée : Au Nord par la République Islamique de la Mauritanie & les régions de Louga et Matam ; Au Sud, Kédougou & République de Guinée ; A l'Est, Républiques du Mali & République Islamiste de la Mauritanie ; A l'Ouest, République de Gambie & Kolda, Kaffrine ; Voisin avec la République de la Guinée Bissau.
RESSOURCES NATURELLES	Sites miniers ; Forêts ; Parc National de Niokolo Koba ; Diversité de la faune ; Cascade de Dindéfélo ; Montagnes ; La zone d'intérêt cynégétique (ZIC) ; Les cinq réserves naturelles communautaires.	Sites miniers ; Forets ; Parc Niokolo Koba ; Forte température ; Diversité de la faune ; Rivières Sénégal-Gambien.
SECTEURS D'ACTIVITÉS PHARES	Agriculture 69% en 2013 ; Élevage :49,6% en 2013 ; Commerce, transport, restauration et bar 80% en 2016 ; Le tourisme est en évolution.	Bâtiment (BTP) 33,1% ; Agriculture 27,6% ; Commerce 24,5% ; Forestier : 1% dans le PIB & 5% dans le secteur primaire.

4.4. Contexte sécuritaire et spécificités des régions ciblées

Tambacounda, la plus grande ville de l'Est du Sénégal, présente des défis socio-économiques et sécuritaires majeurs. L'un des défis majeurs est le chômage des jeunes qui conduit vers l'émigration irrégulière. Ce phénomène a été décrit comme un potentiel facteur, signe d'Extrémisme Violent lors des ateliers de co-conception effectués dans la région. En effet, à cause du chômage, les jeunes se sentent frustrés et préfèrent émigrer pour améliorer leurs conditions de vie. Lors de ces voyages, ils sont potentiellement amenés à rencontrer des djihadistes ou des groupes extrémistes violents qui les endoctrinent avant d'être rapatriés au Sénégal.

Une fois de retour, ces jeunes ont des ressentiments envers l'État qui, selon eux, les a trahis et abandonnés. Ils sont souvent délaissés à eux-mêmes sans programmes de réinsertion pour réintégrer la société. Selon les participants, ces jeunes, s'ils ne sont pas pris en charge peuvent basculer vers l'Extrémisme Violent. Les Forces de Sécurité ont partagé que Tambacounda est une région ciblée par les terroristes qui ont un agenda bien déterminé.

La région de Kédougou est frontalière avec la Guinée et le Mali qui sont des pays secoués par des instabilités sociopolitiques et économiques. Toutefois, comme le Sénégal, ces deux pays frontaliers sont aussi membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette proximité avec le Mali et la Guinée ainsi que la politique de la CEDEAO sur l'intégration économique et la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes rendent la région

de Kédougou fragile et vulnérable. En effet, comme beaucoup de pays sous-développés, le Sénégal a des capacités techniques et financières limitées pour contrôler la totalité de sa frontière afin de maîtriser le flux migratoire et procéder à l'identification des personnes traversant les frontières. Aujourd'hui, Kédougou est l'une des régions les plus vulnérables du Sénégal. À cause de cette fragilité, l'insécurité y règne.

La région de Kédougou se reconnaît par la fertilité de son sol et sa richesse en ressources minières. Une richesse qui fait que l'exploitation de l'or et l'agriculture occupent une place de choix dans l'économie de ladite région. Cependant, l'exploitation des sites miniers n'est pas sans conséquences néfastes pour la région car elle contribue à la dégradation de l'environnement et menace la survie des communautés. En outre, la région est confrontée à d'importantes mutations sur le plan démographique avec l'arrivée de migrants étrangers venant des pays frontaliers.

Dans le département de Kédougou, les hôtels constituent un marché considérable avec la demande qui est supérieure à l'offre. Et force est de constater que l'offre disponible n'est pas très commode. À côté du marché hôtelier, la restauration reste un défi majeur pour une localité aussi prisée par les touristes. Pour les kédovins, la menace est présente même si aucun acte témoignant de l'Extrémisme Violent ou du terrorisme n'a encore été posé. La représentativité des communautés étrangères (malienne, guinéenne, burkinabè) révèle qu'elles constituent une force vive du département. Une force qui ne tranquillise pas la communauté autochtone parce qu'étant pour eux une réelle menace.

En effet, la plupart du temps, ils entrent dans le territoire de manière clandestine du fait de la porosité des frontières. Une clandestinité facilitée par les populations qui n'ont pas pour culture de dénoncer et font passer le plus souvent la « téranga » sénégalaise au-dessus de leurs préoccupations sécuritaires.

Le Mali est un pays enclavé dont près de 90 % des échanges internationaux dépendent du mode maritime et avait donc besoin des ports des pays voisins, surtout de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, pour le transit de ses produits.

Jusqu'en 2002, 80 % des importations et exportations du Mali passaient par le port d'Abidjan ; taux qui est ensuite passé à 33% à la faveur de la crise ivoirienne de 2002.

Cependant, le trafic par le corridor Bamako – Kidira – Dakar (ou corridor Bamako – Dakar par le Nord), avait connu un accroissement imprévu de plus de 700 camions par jour, engendrant une dégradation rapide des infrastructures routières. C'est pourquoi l'UEMOA a mis en place un corridor Dakar-Bamako par le Sud (Bamako – Kati – Kita - Saraya – Kédougou - Dakar), qui est un axe stratégique majeur du commerce transfrontalier entre le Mali et le Sénégal.

Sa réalisation, qui entre dans le cadre du Programme d'Infrastructures Communautaires et d'Action Routière (PACITR) de l'UEMOA, permet de renforcer les courants d'échanges avec le Mali qui se sont développés sur le corridor Nord parallèlement à la voie ferrée installée depuis très longtemps.

Le programme comprend des travaux de construction d'infrastructures routières et socio-économiques pour répondre aux besoins immédiats des populations riveraines, ainsi que des mesures de facilitation des transports et du transit sur cet axe.

Ce nouvel axe permet de créer une liaison routière permanente de bon niveau via le Sud entre le Mali et le Sénégal en levant les contraintes sur le trafic afin de réduire les coûts de transport et promouvoir les échanges commerciaux entre les deux pays.

Ce gain de près de 212 kms sur la longueur du trajet Dakar – Bamako (1361 kms – 1149 kms=212 kms) en passant par Kédougou, rend la région plus facilement accessible et attractive.

Cette ouverture et ces conditions de vie de plus en plus favorables dans la circonscription, associée à ses énormes potentialités économiques, engendrent un afflux de populations non originaires.

C'est pourquoi, dans le cadre de l'anticipation, les autorités ont relevé le niveau de couverture sécuritaire par l'érection de la région en légion de la Gendarmerie en plus de l'installation d'un GARSI.

La réalisation des différentes activités connexes (aménagement de pistes, création des points d'eau, aires de repos pour les animaux, centres de santé, écoles) a engendré un changement positif dans la vie des populations rurales des zones desservies qui bénéficient de la réduction de cout du transport, en particulier les femmes dont la distance de marche moyenne pour la corvée d'eau a chuté pour atteindre 1 km.

5. Facteurs de vulnérabilité

Les principaux facteurs d'EV que l'étude documentaire, la cartographie et les ateliers de co-conception ont fait ressortir, s'articulent autour de :

- **Facteurs socio-économiques**
- **Facteurs liés à la Gouvernance**
- **Facteurs sécuritaires**
- **Facteurs idéologiques**

5.1. Facteurs socio-économiques

Le Sénégal a connu une croissance économique soutenue, malgré quelques perturbations sous l'effet du coronavirus. Son coefficient de GINI est de 40,3 ce qui est un score moyen, mais a été mesuré pour la dernière fois en 2011.

Cependant, dans la région de Kédougou, la CVA de l'USAID note que les moyens de subsistance sont très limités et que de nombreux jeunes n'ont pas les compétences requises pour les sociétés minières, faute d'écoles de formation, d'enseignement supérieur ou d'entreprises nationales suffisamment grandes. Les jeunes se tournent souvent vers l'exploitation minière illégale pour survivre. La zone présente certains des indicateurs économiques les plus faibles du Sénégal, y compris les niveaux de pauvreté et de revenus. Ces moteurs structurels sont également identifiés dans un rapport conjoint de l'USAID et de la CE-DEAO de 2017, qui identifie également ces facteurs supplémentaires dans les régions de Kédougou, Kolda, Sédhiou et Tambacounda : infrastructures et services sociaux limités, y compris les soins de santé et l'éducation ; volatilité des prix des denrées alimentaires et insécurité alimentaire, taux élevés de chômage des jeunes et opportunités d'emploi limitées pour les jeunes, dégradation de l'envi-

ronnement et pressions liées au changement climatique et concurrence croissante pour les terres. L'accès limité à l'eau potable est également un problème et la dégradation de l'environnement, causée par la coupe du bois pour soutenir les puits de mine et l'utilisation du bois pour le trafic, est un problème majeur. Il existe également des impacts environnementaux liés à l'exploitation de l'or. Ainsi, la population se sent frustrée et exclue, étant donné que la région a un énorme potentiel économique mais reste pauvre.

5.2. Facteurs liés à la Gouvernance

L'un des principaux problèmes de gouvernance rencontrés à l'Est du Sénégal est que la population n'a pas l'impression de bénéficier de la découverte de ressources naturelles, à savoir l'or. Le gouvernement est considéré comme responsable de la négociation de mauvais accords avec les sociétés minières et certaines personnes ont été déplacées de force de leurs terres, sans compensation. L'or fait souvent l'objet d'un commerce informel, malgré certaines réglementations, ce qui signifie que ces ressources sont difficiles à tracer et pourraient être utilisées pour le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme.

Cependant, il y a un manque de trans-

parence et de responsabilité autour des questions budgétaires, et des perceptions selon lesquelles les ressources sont distribuées de manière sélective pour promouvoir des intérêts politiques. L'espace pour la société civile et son engagement auprès du gouvernement est limité. L'USAID note que si un membre de la communauté est blessé pendant les opérations, cela pourrait servir de déclencheur de conflit potentiel. A noter que les jeunes se sentent exclus politiquement, économiquement et socialement, et n'ont pas la possibilité de s'engager auprès du gouvernement.

Parmi les autres problèmes de gouvernance structurelle, citons les perceptions de corruption et de partialité dans le système judiciaire, la violence sexiste, les mariages précoces, la faible application des mécanismes de protection de l'enfance, les obstacles au financement et à l'accès à la terre pour les femmes et les perceptions de corruption et de partialité dans la politique.

5.3. Facteurs sécuritaires

Bien que la dynamique des conflits à l'Est du Sénégal soit faible, elle pourrait s'aggraver de trois façons :

- 1- En raison des tensions entre les communautés sénégalaises et étrangères,
- 2- En raison de la détérioration des relations entre les communautés et les sociétés minières
- 3- En raison de l'évolution des relations entre les représentants de l'État et les sociétés minières.

En outre, le Sénégal oriental enregistre

une variété d'activités illicites, telles que la prolifération et la circulation d'armes, le trafic de drogues, de médicaments, de produits chimiques, d'explosifs et de personnes.

L'intimidation des jeunes par les Forces de Sécurité est un autre facteur clé susceptible d'alimenter l'extrémisme. Les populations estiment, en effet, que ces agents font un usage disproportionné de la force à l'encontre de ceux qui sont impliqués dans l'exploitation illégale de l'or. Les Forces de Sécurité ne sont pas considérées comme des acteurs neutres et ont été accusées de recevoir des pots-de-vin de la part de sociétés minières. En outre, la région souffre de la criminalité, du banditisme et de la porosité des frontières.

5.4. Facteurs idéologiques

Alors que l'on pense que les niveaux de cohésion sociale sont élevés à l'Est du Sénégal, les questions foncières pourraient conduire à des défis idéologiques. Le fait que les politiciens aient eu recours au copinage pourrait potentiellement servir de déclencheur à l'Extrémisme Violent s'il s'accompagne d'une rhétorique ethnique. En outre, les blocages de la participation politique ont été considérés comme des moteurs de l'extrémisme ailleurs. Toutefois, les chefs religieux jouent un rôle essentiel dans la médiation des conflits et le Sénégal est réputé avoir une culture de tolérance ethnique et religieuse. Ces facteurs sont largement considérés comme des facteurs de résilience.

Néanmoins, il convient de mention-

ner que la rébellion du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) en Casamance, qui a abouti à un accord en 1991, était liée à des griefs relatifs au contrôle des ressources naturelles, et qu'il n'est donc pas impossible que d'autres rébellions surviennent.

Même si la région n'est pas encore le théâtre d'activités d'organisations d'Extrémisme Violent, il y'a de potentiels risques liés à des facteurs tels que la porosité des frontières, la proximité géographique avec des pays en proie à des attaques répétées de djihadistes (le Mali) et/ou une instabilité politique (la Guinée), l'arrivée massive d'étrangers en quête de refuge et d'opportunités économiques, le retour d'émigrants irréguliers, vulnérables sans perspectives de réintégration socio-professionnelle, etc.

6. La complexité de la situation

La situation sécuritaire dans le Sud-Est du pays s'est progressivement dégradée, lentement mais sûrement, de manière encore assez subtile. Cette dégradation est due à plusieurs phénomènes bien identifiés, différents les uns des autres, mais dont certains ont des intérêts qui pourraient se croiser dans un avenir proche. Dans ce cas, il est à craindre que la situation dans cette zone se dégrade rapidement, voire brutalement, avec un risque d'extension à d'autres régions du Sénégal. Il est encore possible de rétablir la situation, à condition de prendre conscience de sa complexité et de sa gravité, et d'agir sans trop tarder pour les raisons développées ci-dessous. Ce jugement n'est pas gratuit, il est basé sur des faits connus et analysés, et sur une cer-

taine expérience de ce genre de situation déjà vécue ailleurs.

6.1. Analyse situationnelle actuelle des zones concernées

Dans les deux régions, de nombreuses activités illégales, du petit banditisme et/ou des activités criminelles sont notées. Plusieurs phénomènes à surveiller s'y croisent et le principal risque est leur interconnexion avec les activités de l'OEV.

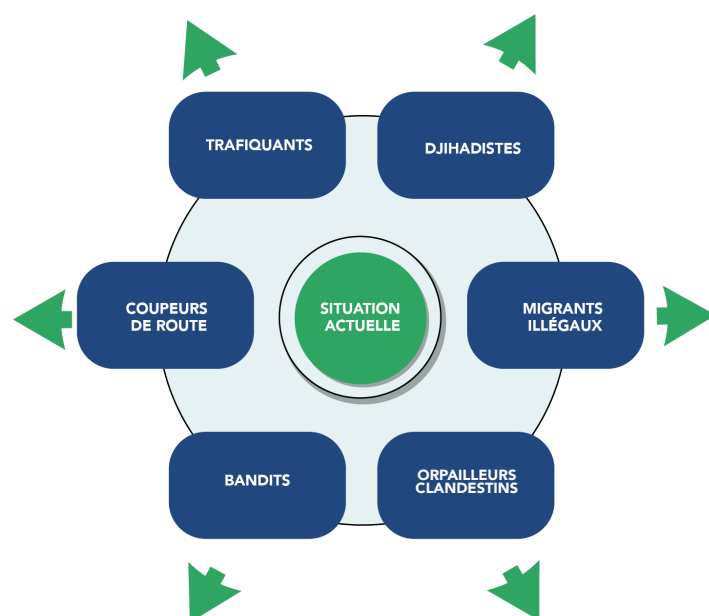


Figure 7 : Phénomènes à surveiller

- **Coupeurs de route** : le phénomène existe déjà depuis quelque temps, il serait en augmentation. Concrètement, il s'agit de braquages sur certains axes, à l'endroit de passages dégradés qui font très fortement ralentir et qui sont donc mis à profit pour mener l'action. La recrudescence constatée au Sénégal est concomitante avec

la dégradation de la situation régionale, essentiellement au Mali et en Guinée. A cet égard, le phénomène devrait s'accroître dans les prochaines semaines, probablement lié au mouvement de migration clandestine pour fuir la misère et l'insécurité dans les deux pays cités. Bandits aguerris pour certains d'entre eux, ces clandestins pourraient renforcer des bandes déjà existantes, voire créer les leurs. On risque de voir alors l'utilisation de savoir-faire plus militaire que d'ordinaire dans la façon d'opérer (guetteur, dispositif de masse, d'appui, de recueil). Il y a ainsi risque que l'effectif des bandes évolue alors à la hausse avec du personnel bien équipé. Enfin, les actions pourraient être plus violentes, avec ouverture de feu pour intimider les populations et d'éventuels comportements agressifs des braqueurs. La localisation de ces individus correspond d'abord à la zone étudiée, le Sud-Est du pays, avant une possible migration vers les quartiers périphériques de la capitale.

- **Banditisme** : cette rubrique aurait pu être confondue avec celle des coupeurs de route, mais peut-être faut-il faire une distinction car il s'agit là de modes d'action légèrement différents. Les cibles sont plutôt des concessions d'entreprises et des maisons privées, généralement assez isolées. Les assaillants peuvent aller jusqu'à braquer les gens chez eux. L'effet produit en termes d'insécurité est à surveiller car beaucoup plus traumatisant pour les victimes et pour l'opinion publique

qu'un braquage de coupeurs de route (quand on est attaqué chez soi, c'est qu'on n'est à l'abri nulle part, alors qu'à l'inverse étant braqué sur la route on peut se dire qu'on ne repassera plus sur le lieu du crime);

- **Orpillage** : l'exploitation anarchique des gisements aurifères attire comme un aimant une population pas toujours recommandable, parce que l'extension actuelle de ce phénomène a suscité des vocations. Dans le cas précis, le risque est important de voir s'étendre les deux menaces décrites ci-dessus aux zones d'exploitation de l'or, au Sud-Est bien sûr mais aussi ailleurs. Du fait de l'intensité des convoitises liées à l'or, ce phénomène est à surveiller de près et la lutte contre son extension doit être menée avec rigueur;
- **Terrorisme djihadiste** : il semble que des prédicateurs extrémistes puissent officier dans la région (dixit notamment des autorités maliennes). Les actions menées récemment au Mali, près de la frontière sénégalaise, peuvent effectivement le laisser penser. C'est nouveau dans la région, mais peu étonnant tant la menace est proche pour ne pas dire qu'elle est là. Le travail protecteur des confréries joue assez peu hélas dans cette zone où elles sont moins représentées qu'ailleurs dans le pays. Cette menace est d'autant plus à prendre au sérieux qu'elle pourrait concerner des individus locaux (donc endoctrinés et convertis), pouvant agir à partir de deux localisations possibles, depuis le

Mali par de petits raids réguliers, ou directement à partir du Sénégal par des locaux déjà installés et convertis, ce qui serait particulièrement inquiétant. S'agit-il d'islamisme, de banditisme, de lutte pour le contrôle de certains trafics ? L'absence de butin et les dégradations gratuites généralement exercées au Mali voisin plaident pour une motivation idéologique plus que matérialiste ;

- **Trafiquants** : on connaît l'importance qu'ont pris certains trafics comme celui de la drogue. Ils génèrent de tels bénéfices qu'ils ne sont pas prêts de s'arrêter, bien au contraire. Cette menace est particulièrement insidieuse avec des risques importants de voir ces individus tenter de corrompre les Forces de Sécurité chargées de les combattre. Par ailleurs, on connaît toute la connivence existante entre djihadistes et trafiquants, les premiers assurant ainsi une partie de leur financement;
- **Immigration illégale** : la situation intérieure prévalant au Mali et en Guinée pousse des populations désespérées à fuir leur pays. Ces migrants clandestins, en état de misère et d'extrême pauvreté, peuvent être poussés à des actes illicites pour seulement subvenir à leurs besoins et améliorer leurs conditions. Par la suite, ils peuvent s'ancrer durablement dans les activités illicites;

- **Points de contrôle des Forces de Sécurité** : il peut paraître étonnant de noter cela comme une possible menace. En fait, ce n'en est pas une, car il n'y a pas d'insécurité derrière. Concrètement, quelques individus peu scrupuleux et appartenant à ces forces pourraient profiter des déploiements sécuritaires mis en place dans le pays pour monter des points de contrôle au cours desquels les personnes contrôlées sont soumises à une forme de racket. Ce possible comportement est à surveiller de près car il fait de terribles dégâts en termes d'images projetées des forces elles-mêmes et de confiance de la population dans ses forces. Il participe à une forme de nuisance bien souvent amalgamée à du braquage. Une formation adaptée et bien menée conjuguée à une culture de fermeté sans détour sur l'appréhension de ce phénomène sont en mesure de prévenir le risque.

De toutes ces menaces, il faut retenir leur fluidité, leur caractère insidieux et multiforme et la difficulté de les appréhender nettement. De plus, les individus qui pratiquent les exactions décrites jouissent à l'heure actuelle d'un énorme avantage car ils ont l'initiative tandis que les forces sentées les combattre sont en réaction. Il faut en tenir compte pour mieux y répondre.

6.2. Facteurs à surveiller et risques à anticiper

Bien que des signes avant-coureurs soient observables, la situation reste stable. Les menaces décrites en première partie sont encore cloisonnées, sans liens avérés entre elles à ce stade.

Ce qui est à craindre est une interconnexion des phénomènes décrits du fait d'intérêts partagés auquel cas les conséquences négatives seraient démultipliées car chaque phénomène nourrit les autres.

Pire, chaque menace protège les autres et vice-versa, et alors la situation connaîtrait une dégradation brutale. La lutte pour les éradiquer deviendrait alors particulièrement complexe. C'est un peu ce qui s'est passé au Nord du Mali quand les intérêts des trafiquants, des islamistes et des indépendantistes se sont croisés. Alors la situation sécuritaire a connu une dégradation brutale difficilement maîtrisable.

Pour reconnaître les interconnexions, nous avons mis en place des baromètres et des outils qui permettent de détecter et de mettre en place des alertes précoces.

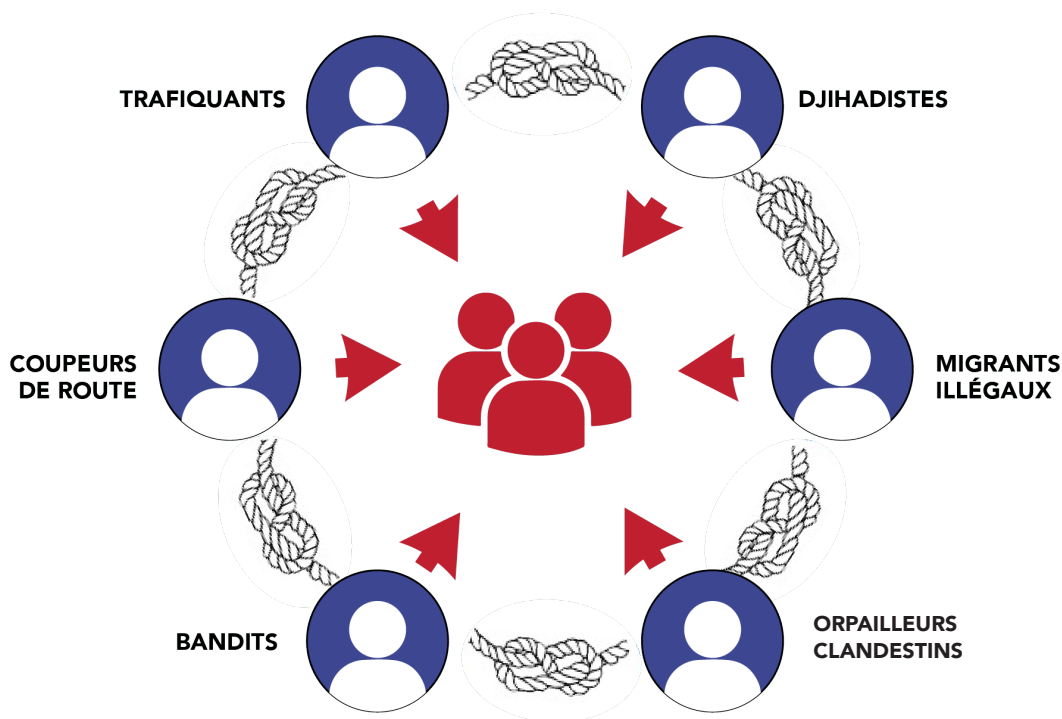


Figure 8 : Le risque majeur d'interconnexion

C'est donc ce qu'il faut éviter dans le cas sénégalais. Il faut au mieux contenir les menaces, et c'est encore possible, au moins les cloisonner. En cloisonnant, on contrôle encore.

6.3. Facteurs d'attraction et de répulsion à Tambacounda et Kédougou

Les facteurs figurant dans le chapitre précédent ont été analysés et utilisés pour identifier les facteurs d'attraction et de répulsion à Tambacounda et à Kédougou qui peuvent être favorables ou défavorables aux activités d'OEV tels que représentés par le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : Facteurs de repulsion ou d'attraction de l'extrémisme violent au sud-est du Sénégal.



FACTEURS DE REPULSION DE L'EV

1. RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ DANS LA ZONE EST

- Renforcement de la sécurité par le contrôle des flux humains et des flux de capitaux ;
- Implication des populations dans la gestion sécuritaire (sécurité collaborative) ;
- Responsabilisation des autorités locales dans la gestion des conflits locaux ;
- Sensibilisation des chefs religieux et coutumiers sur les défis et sur leur rôle dans la gestion des défis ;
- Contrôle des activités religieuses avec la collaboration de toutes les parties prenantes ;
- Renforcement de la coopération sécuritaire au niveau des frontières ;
- Amélioration de la recherche du renseignement pour renforcer les Forces de Sécurité ;
- Meilleure prise en compte des droits humains par les Forces de Sécurité lors des procédures judiciaires ;
- Renforcer la sécurité de l'individu (sécurité humaine) par des politiques de développement adaptées aux besoins spécifiques des zones concernées.

2. AMÉLIORATION DE LA BONNE GOUVERNANCE

- Renforcement de la présence de l'État pour éviter le sentiment d'exclusion sociale ;
- Institutionnalisation de la bonne gouvernance au niveau local et national ;
- Gestion des zones de transit des camions ;
- Développement de projets politiques qui ambitionnent de résoudre les frustrations des populations rurales ;
- Gestion marchés hebdomadaires ;
- Faciliter l'accessibilité des zones rurales ;
- Encadrer et contrôler l'utilisation des fonds issus de l'exploitation des ressources naturelles.



FACTEURS D'ATTRACTION DE L'EV

1. LES FACTEURS POLITIQUES

- Polarisation politique extrême ;
- Absence de projet politique déterminé à résoudre les frustrations ;
- Mauvaise gouvernance ;
- Injustice sociale ;
- Tolérance de la corruption à différents niveaux ;
- Absence de gestion efficace des frontières ;
- Mauvaise gestion des flux financiers illicites ;
- Absence de politique de prévention et de protection des groupes vulnérables
- Discours nationaliste, religieux, ou ethnoculturel fréquents.

2. LES FACTEURS SOCIAUX

- Traite des personnes et travail des enfants ;
- Exploitation sexuelle des femmes et des filles ;
- Expansion des réseaux sociaux auprès des jeunes ;
- Exploitation sexuelle des femmes et des filles ;
- Développement du transport local et interurbain avec les motos ;
- Fréquence des conflits intra et/ou inter-communautaires avec les communautés étrangères implantées dans la zone ;
- Discours haineux, propagande corrosive ;
- Absence de perspectives d'un avenir meilleur ;
- Absence de perspectives d'une meilleure intégration sociale ;
- Absence de perspectives d'une meilleure équité sociale ;
- Attrait exagéré des jeunes et des filles par l'aventure.



FACTEURS DE REPULSION DE L'EV

3. CRÉATION DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE SOCIO-ÉCONOMIQUE

- Renforcement numérique des infrastructures sanitaires et mise en place d'un plateau technique acceptable ;
- Affectation et motivation de personnels médicaux qualifiés dans les infrastructures sanitaires ;
- Renforcement des infrastructures socio-éducatives de base et veiller à leurs utilisations ;
- Amélioration de la connectivité et de la couverture numérique au niveau des zones frontalières ;
- Mise en place de politiques de création d'emplois en particulier pour les jeunes et les femmes ;
- Gestion rigoureuse de l'accès à l'exploitation des ressources naturelles et foncières ;
- Surveillance de la prise en compte de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) des sociétés privées au profit des populations locales ;
- Promotion de la cohésion sociale et des mécanismes endogènes du vivre ensemble ;
- Encadrement de l'éducation formelle et non formelle ;
- Assurer une réappropriation des ressources naturelles.
- Octroi de redevances par les sociétés d'exploitation des ressources naturelles pour des réalisations à long terme ou créer des fonds à cet effet.



FACTEURS D'ATTRACTION DE L'EV

3. LES FACTEURS ÉCONOMIQUES

- Absence de programmes visant une meilleure répartition des ressources ;
- Persistance de l'extrême pauvreté et latence de la crise économique et sociale ;
- Répartition inéquitable des terres ;
- Exploitation artisanale et illégale de l'or et des ressources minières ;
- Trafic de bois et des espèces du parc de Niokolo – Koba ;
- Absence de réappropriation par les populations locales, des bénéfices issus de l'exploitation des ressources naturelles.

4. LES FACTEURS IDÉOLOGIQUES

- Idéologie religieuse se disant apte à prendre en compte et résoudre toutes les préoccupations ;
- Prolifération de discours identitaires ;
- Manipulations du sentiment nationaliste ;
- Manipulations de l'ethnicité ;
- Discours et pratiques racistes ;
- Fanatisme religieux.

Source : Rapport de l'atelier de l'élaboration du guide d'indicateurs OEV et de renforcement de capacités des Forces de Sécurité

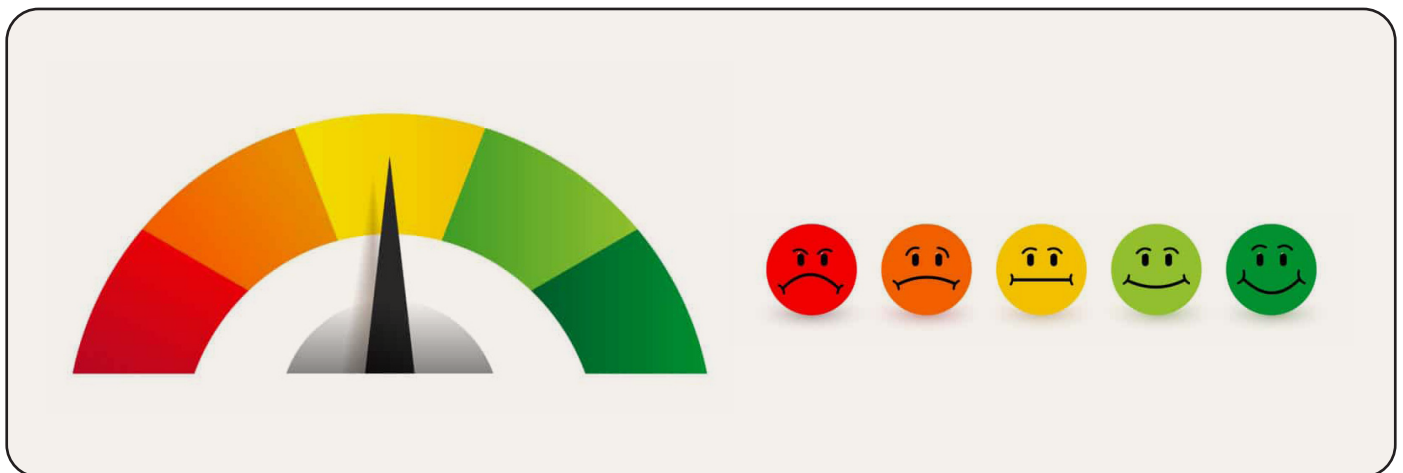
CES FACTEURS DE RÉPULSION ET D'ATTRACTION ONT ÉTÉ TRADUITS EN INDICATEURS QUI PERMETTENT DE DISPOSER D'INDICATEURS PRÉVISIBLES AFIN DE PERMETTRE AUX FORCES DE SÉCURITÉ D'ANTICIPER ET DE PRÉVENIR LES ATTAQUES.

7. Indicateurs précoces observables des activités de l'OEV

De nos jours, le monde devient de plus en plus interconnecté et la technologie évolue rapidement. Parallèlement, les OEV suivent également le rythme en utilisant les technologies de l'information et de la communication pour recruter, radicaliser, collecter des fonds, planifier et faire de la propagande.

Les jeunes et les femmes sont au premier plan en tant que victimes de nombreux recrutements d'extrémistes et de terroristes et constituent le groupe le plus vulnérable. Certains signes comportementaux peuvent être révélateurs et peuvent aider les Forces de Sécurité à prendre conscience de la situation en cas de soupçon d'une victime potentielle en cours de radicalisation.

Il existe plusieurs signes et plusieurs comportements qui peuvent indiquer qu'une victime potentielle pourrait se radicaliser. Étant donné que chaque victime réagit différemment selon la situation, il existe plusieurs types de comportements qui peuvent constituer des indicateurs potentiels. En effet, certains signes avant-coureurs sont à surveiller afin d'anticiper et de pouvoir mettre en place des stratégies de prévention et de ripostes efficaces.



7.1. Niveau de risque des activités des OEV et actions nécessaires à chaque étape

Quatre (04) niveaux de risque liés aux activités des OEV sont identifiés et les actions nécessaires pour chaque niveau afin d'anticiper, de prévenir et/ou de répondre efficacement sont proposées comme un baromètre permettant aux Forces de Sécurité de partager avec leurs autorités, qui pourront prendre à temps les décisions adaptées.

Ce baromètre pourrait servir d'outil d'aide à la décision et/ou d'outil de formation, de prévention et de sensibilisation.

NIVEAU DE RISQUE



Figure 9 : Baromètre d'évaluation des OEV

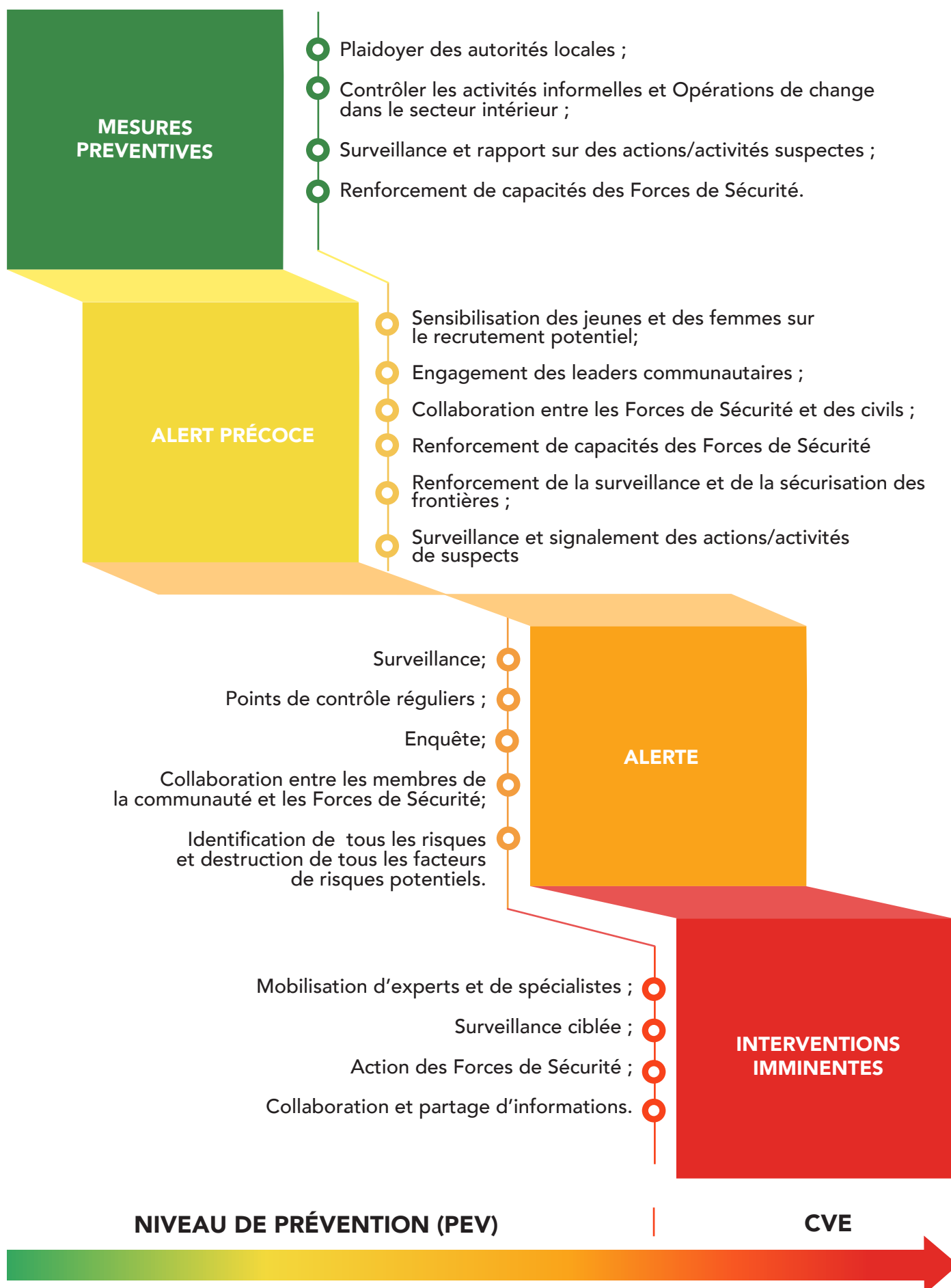


Figure 10 : Actions et/ou mesures à mettre en place pour chaque niveau

7.2. Indicateurs relatifs au financement des activités de l'OEV

Les activités d'OEV peuvent émaner de sources légales intégrées dans des réseaux plus ou moins secrets. Certaines sources sont confirmées par la littérature et d'autres sont suspectées et constituent des sources potentielles de financement. Le tableau ci-dessous permet d'évaluer et de suivre ces deux sources de financement.

 SOURCES DE FINANCEMENT CONFIRMÉES	 SOURCES DE FINANCEMENT SUSPECTES ET POTENTIELLES
Extorsion de fonds aux populations locales se trouvant dans leur zone d'influence.	Trafic et échanges informels par des clans individuels de nombreuses tribus ;
Paiement « taxes » et « redevances » pour bénéficier de protection et de sécurité ;	Présence de grandes économies informelles basées sur des paiements en numéraire ;
Enlèvements de civils et demande de rançons ;	Les MVTs (systèmes de transfert de capitaux ou de valeurs) ;
Attaques perpétrées sur les mines d'or,	Porosité des frontières et circulation des capitaux et des biens : transfert de devises ;
Orpaillage clandestin ;	Produits du trafic de drogues et transport physique d'espèces ;
Création de propres marchés ou infiltration des marchés hebdomadaires ou "Louma" pour vendre le bétail volé dans les zones que les OEV contrôlent ;	Traffics d'armes et de médicaments ;
Dispersion et vente de bétail en nombre réduit (au maximum cinq) sur des marchés assez éloignés (marchés hebdomadaires ou loumas) pour éviter d'éveiller des soupçons ;	Trafic de migrants ;
Vente du bétail sur de petits marchés locaux ;	Traite des personnes ;
Dissimulation du bétail dans des pays voisins pour l'utiliser plus tard ;	Contrebande de pétrole ;
Collecte d'argent et levée de fonds en utilisant les organisations à but non lucratif ;	Contrebande de cigarettes ;
Activités à but lucratif et/ou commercial via les petites entreprises locales et/ou commerciales : transport avec les motos, vente de véhicules/motos importés, vente de pièces détachées et/ou pneus, produits halieutiques et/ou agricoles, etc.) ;	Piraterie ;
Activités illicites telles que la traite de migrants, d'enfants et les trafics de drogue, de médicaments, de produits rares et/ou spécifiques (Pain de singe, gomme, peaux, etc.).	Blanchiment de capitaux basé sur le commerce et les activités licites ;
	Compte bancaire utilisé pour le blanchiment de capitaux.
	Trafics de viande de brousse et de bois.
	Compte bancaire utilisé pour le blanchiment de capitaux.

Figure 11 : Possibles sources de financement des activités des OEV

Source : GAFI-GIABA-GABAC (2016), *Terrorist Financing in West and Central Africa*, GAFI, Paris
www.fatf-gafi.org/publications/methodsandtrends/documents/terrorist-financing-west-central-africa.html

7.3. Indicateurs des méthodes et techniques de financement ou de soutien des activités terroristes

Le niveau de risque a été classé en 4 catégories, allant de très précoce à l'urgence d'agir, en tenant compte de l'importance et de la menace que peuvent représenter les techniques et méthodes identifiées. Quelles que soient leurs sources de financement, les OEV utilisent des techniques d'infiltration de la population pour diversifier les sources de revenus des terroristes et recruter au sein de la population. Certains deviennent des facilitateurs qui peuvent s'enliser dans l'économie légale ou dans d'autres circuits d'organisations criminelles (trafic de drogue, blanchiment d'argent, trafic d'êtres humains, etc.).

L'économie informelle représente plus de 70% des activités des populations dans ces zones transfrontalières, associée à la libre circulation des personnes et des biens, à la manipulation d'argent liquide, à des activités telles que l'orpaillage clandestin, le trafic de bois, d'espèces et/ou de produits rares, la circulation des camions, l'opportunité que représentent les motos du fait de la qualité des routes et de l'inaccessibilité des zones, qui constituent autant de sources de financement pour les activités des OEV.

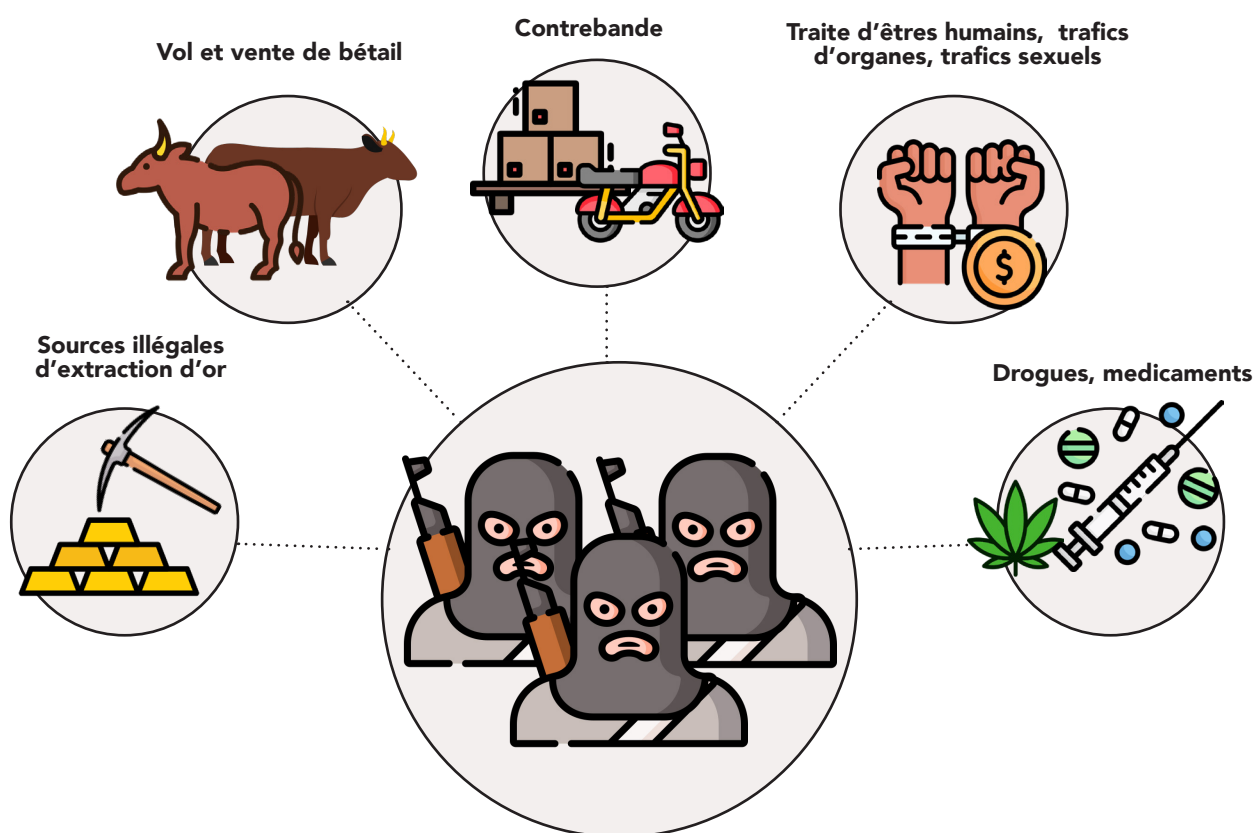


Figure 12 : Indicateurs des méthodes et techniques de financement ou de soutien

Le tableau ci-dessous représente les indicateurs des méthodes et techniques de financement ou de soutien des activités terroristes en fonction du niveau de risque.

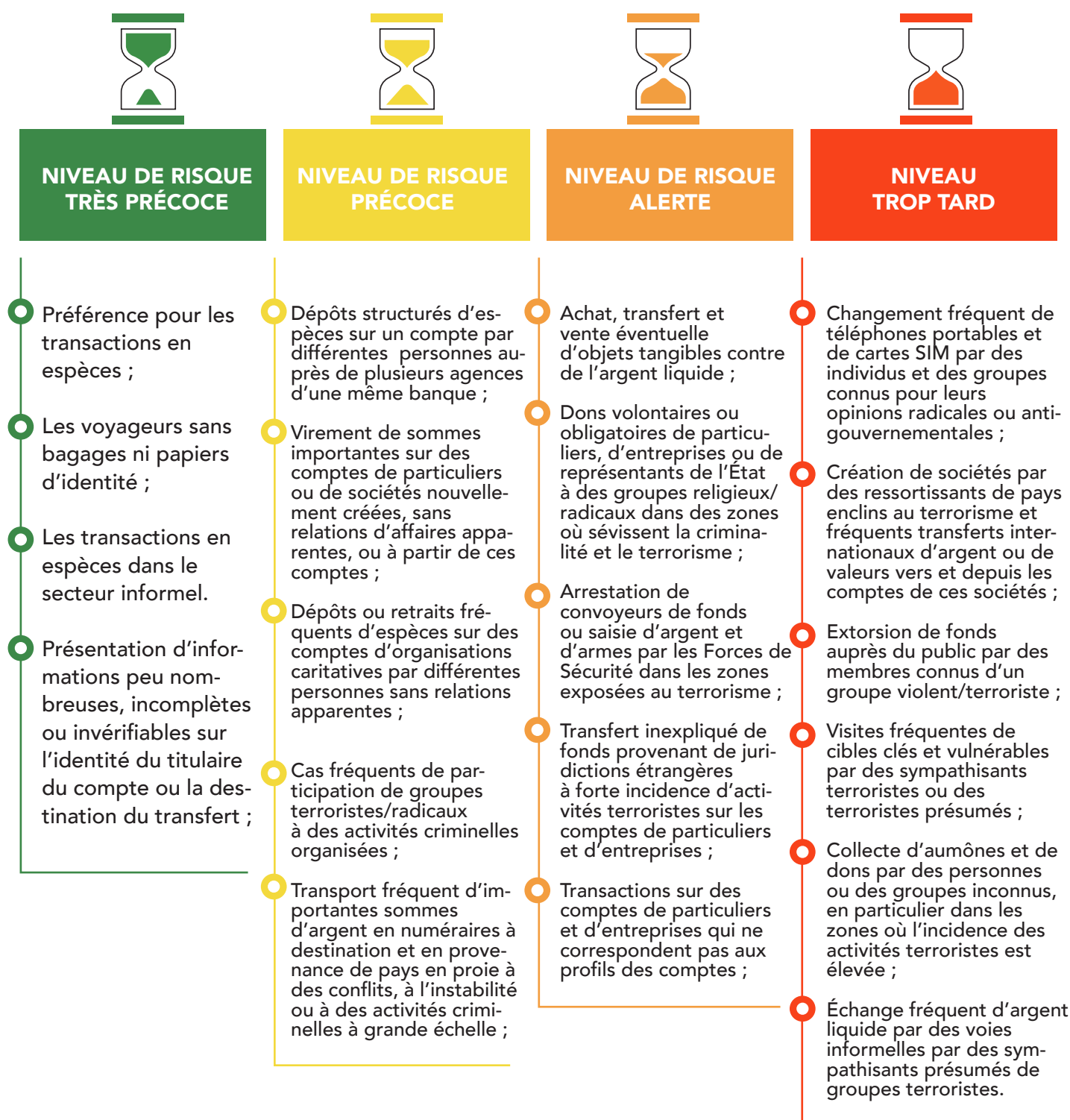


Figure 13 : Méthodes d'infiltrations des OEV : Interactions entre OEV et d'autres organisations (Kleptocratie, Corruption, criminalité, trafics)

7.4. Comment les OEV peuvent utiliser d'autres organisations telles que des organisations politiques, sociales ou à but lucratif pour financer leurs activités ?

L'enrôlement, le recrutement et la mise en œuvre des activités nécessitent des moyens, humains, matériels, techniques et financiers. Les OEV utilisent des voies complexes et des réseaux parallèles afin de se doter de moyens adéquats. Ces voies et/ou réseaux peuvent également être des institutions/structures légales avec des missions différentes. Ces structures peuvent être des ONG, des OSC, des Partis Politiques, des Organisations à but lucratif qui permettraient aux OEV de diversifier leurs activités et de se fondre dans la population, sans être repérées.

Cette stratégie leur permet d'avoir des cellules dormantes, de pouvoir prospecter et agir au moment opportun. Le fort niveau de corruption, le pillage des ressources par les dirigeants, la recherche effrénée de moyens pour financer leurs activités politiques ou sociales ont montré les limites des partis politiques, des OSC/ONG, et rendent ces organisations vulnérables aux OEV. Ces dernières en arrivent à soutenir des mouvements populistes, des partis politiques car l'instabilité serait un terreau fertile pour développer leurs activités à défaut d'avoir des bases arrières qui pourraient assurer le financement de leurs activités. Il est alors important de surveiller la multiplicité des partis politiques, des OSC et ONG et surtout leurs financements. De même, les liens entre ces organisations/institutions et les OEV doivent être établis surtout lorsque les frustrations des populations s'accompagnent de manifestations à caractère violent et qui semblent bien organisés.

Ce schéma illustre la manière dont les OEV utilisent d'autres organisations telles que des organisations politiques, sociales ou à but lucratif pour financer leurs activités.

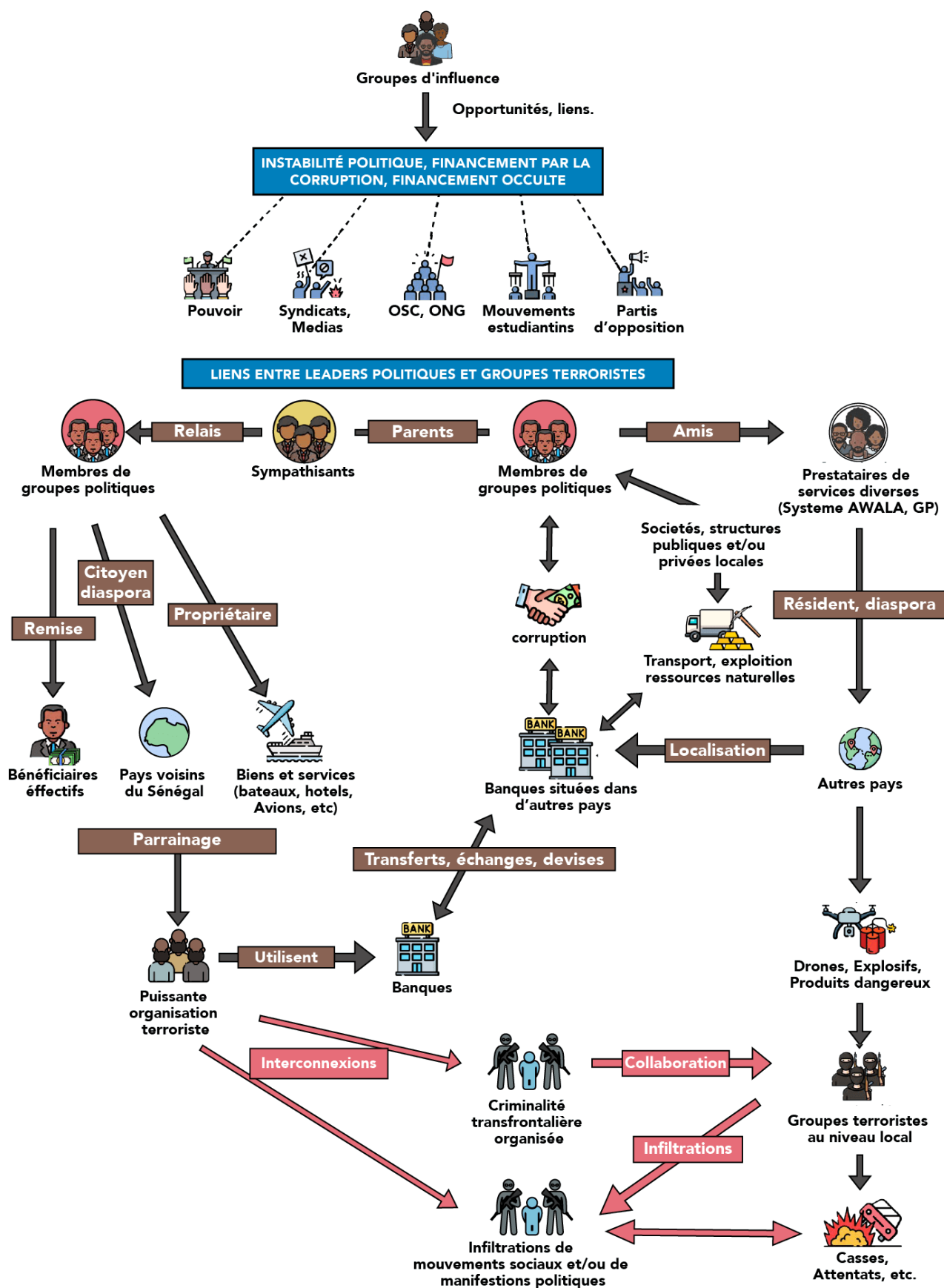


Figure 14 : Techniques d'infiltration des OEV dans le secteur financier légal (Blanchiment, financement occulte etc)

7.5. Comment les OEV peuvent infiltrer le système financier légal pour financer leurs activités

Le secteur informel de nos pays fait vivre plus de 70 % des populations surtout les jeunes et les femmes aussi bien au niveau urbain que rural. Pour faire fructifier leurs gains et pouvoir se financer via les canaux usuels et légaux, les OEV infiltrent les systèmes financiers par la microfinance, les transferts d'argent, le blanchiment de capitaux, les dons, la construction d'infrastructures (école, mosquées, structures sanitaires), etc. Les OEV peuvent également s'implanter localement et participer aux financements de groupements économiques (GIE, GPF, etc.), de PME/PMI, de start-ups dans les domaines d'activités les plus lucratifs et qui intéressent généralement leurs cibles : les jeunes et de plus en plus les femmes.

- les jeunes sont très versés dans le commerce informel, les transports notamment les motos que les OEV utilisent de plus en plus pour perpétrer leurs attaques mais également pour se déplacer sans se faire repérer par les Forces de Sécurité et/ou recruter au niveau local. Ce sont également les jeunes qui conduisent les camions qui transportent les marchandises à travers le Sahel et vers les grands ports comme le Port d'Abidjan et celui de Dakar.

- les femmes sont de plus en plus ciblées par les OEV car elles sont d'une grande utilité pour les activités ménagères (puisage d'eau, cuisine, etc.) mais également pour répondre au besoin sexuels de leurs membres. Ces dernières sont souvent appâtées par des financements pour l'ouverture de salons de coiffure, de restaurants, de petits commerces le long des corridors routiers mais également pour des activités socio-culturelles très prisées dans les différentes communautés (les mariages, les baptêmes, les fêtes religieuses, etc.). Cette figure montre les techniques d'infiltration que les OEV utilisent pour s'introduire le système légal afin de financer leurs activités.

FINANCEMENT DES ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS EXTRÊMISTES VIOLENTES (OEV) A TRAVERS LE SYSTÈME FINANCIER

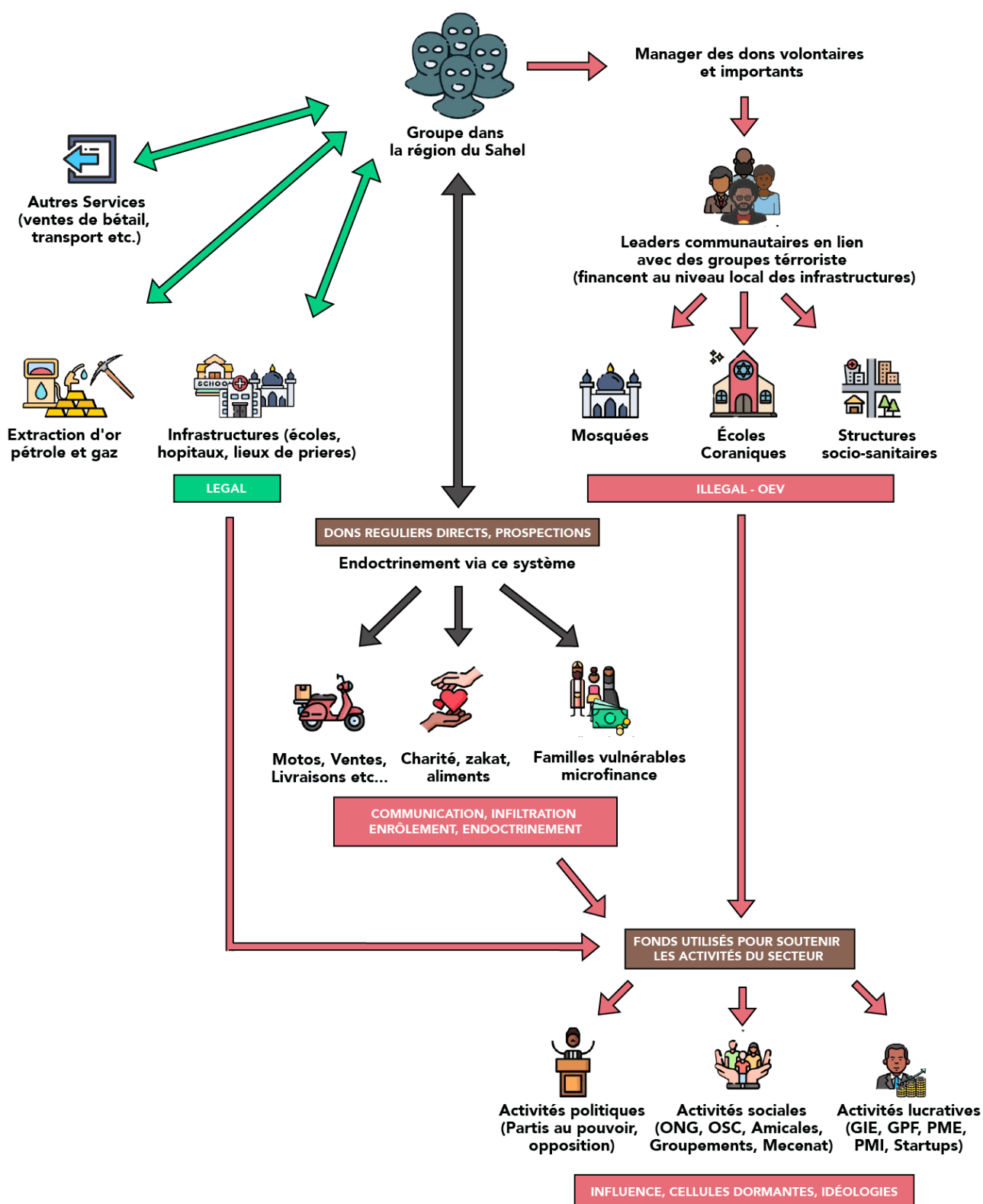


Figure 15 : Préparation et financement des attaques par des OEV

8. Indicateurs liés à la technologie et aux moyens de communication modernes



Comme nous le savons, presque tout ce qui se faisait en personne dans le monde physique se fait maintenant de nos jours en ligne. Par conséquent, une extension du recrutement physique dans le monde en ligne a vu le jour.

Les terroristes et les extrémistes violents suivent également l'évolution technologique en utilisant des systèmes de communication électronique pour recruter, radicaliser, collecter des fonds, planifier et faire de la propagande.

Par le biais de ce projet, un accent particulier sera mis sur l'importance des approches des populations locales dans la zone couverte par le programme et des Forces de Sécurité sur les questions impliquant les réseaux sociaux et les plateformes adjacents tout en favorisant la collaboration et le partage d'informations entre eux.

8.1. Moyens modernes : Outils et technologies

Avec l'extension du monde physique au cyberespace, Internet devient de plus en plus un vecteur actif de recrutement, de radicalisation en ligne conduisant à l'Extrémisme Violent des femmes et des jeunes, facilitant ainsi la prolifération d'idéologies extrémistes à faible coût, de façon très rapide, efficace dans un environnement décentralisé et interconnecté.

De plus, les fora de discussions privées peuvent être intégrés dans la plupart des médias sociaux. Leur utilisation par des groupes extrémistes violents et des recruteurs peut être décrite comme l'espace où les jeunes et femmes vulnérables sans expérience seraient susceptibles de devenir des recrues potentielles.

Les Organisations Extrémistes Violentes ne sont donc pas en reste et utilisent les systèmes de communication électronique pour recruter, radicaliser, collecter des fonds, planifier et faire de la propagande. Les risques potentiels d'utilisation abusive des réseaux sociaux par les OEV permettent aux utilisateurs de créer des groupes de personnes ayant un intérêt commun pour partager des informations et communiquer en mode privé sans aucun contrôle.

8.1.1. Réseaux sociaux : Facebook, Telegram, WhatsApp, etc.



Les risques potentiels d'utilisation abusive des réseaux sociaux par des OEV vont permettre aux utilisateurs de créer des groupes pour les personnes ayant un intérêt commun en partageant des informations et communiquer entre eux et/ou avec leurs cibles en mode privé.



Pourquoi les medias sociaux :

- Interactif, anonyme, absence de barrières, effet de mode ;
- Médias décentralisés, ouverts, flexibles, accès facile et une audience plus large presque planétaire ;
- Les réseaux sociaux comme Facebook, Instagram, Twitter, etc. peuvent permettre aux recruteurs d'atteindre un large éventail de femmes et de jeunes, candidat(e)s potentiel(le)s à la radicalisation, à l'Extrémisme Violent.



Exemple : Facebook

- L'utilisation croissante des réseaux sociaux, la liberté et l'anonymat qu'ils garantissent, facilitent largement les stratégies de recrutement. En effet, les jeunes et les femmes sont de grands consommateurs de réseaux sociaux et notamment de Facebook, Instagram, Twitter, WhatsApp pour ne citer que ceux-là.
- Facebook est parfois évité par les recruteurs du fait qu'il dispose de mécanismes de suivi et peut relier les utilisateurs à leurs endroits réels et à des heures et dates précises. Facebook, dans le passé, avait été très souvent utilisé par les recruteurs pour trouver des intérêts communs et partager les mêmes idées avec les cibles potentielles jeunes et femmes.

Ainsi, les jeux en ligne et l'Intelligence Artificielle sont également les nouveaux moyens utilisés par les OEV et nous devons en tenir compte.



8.1.2. Jeux en ligne et Intelligence Artificielle (IA)

Les jeux en ligne sont des jeux vidéo qui se jouent via des réseaux informatiques, notamment Internet. Ces jeux ont connu une croissance énorme ces dernières années et sont devenus monnaie courante, à la fois sur les principales plateformes, telles que les PC et les consoles de jeux.

Les derniers développements technologiques, notamment les jeux vidéo en ligne, ont un impact sur la vie quotidienne des jeunes dans le monde du numérique.

Les jeux en ligne pourraient être utilisés à des fins terroristes par la propagation de contenus, la radicalisation et le recrutement. Les messages ne peuvent être vus que par le joueur qui les reçoit durant la partie. Les autres joueurs ne peuvent pas voir le contenu de ces messages.

Difficile d'identifier l'ampleur avec exactitude de la présence de terroristes et d'extrémistes violents et le modus operandi des «recruteurs» terroristes sur ces plateformes. Mais la menace est réelle et elle s'est produite dans certaines régions du monde et il est bon d'en tirer des leçons. Par exemple, en France avec l'attentat de Charlie Hebdo, à Paris, en janvier 2015.

Les plateformes de jeux, les jeux vidéo, les applications associées et les services de diffusion en direct ont une forte dimension de réseaux sociaux ; ils ont une portée similaire mais sont moins connus par rapport aux entreprises leaders dans le monde des réseaux sociaux. L'utilisation de consoles de jeux par des groupes djihadistes a mis en évidence les défis liés aux enquêtes sur les communications terroristes. Par conséquent, les terroristes peuvent utiliser les plateformes de jeux pour diffuser de la propagande et recruter de nouveaux membres alors qu'ils sont surveillés ou bannis sur les plateformes de réseautage sociale classique.



8.2. Stratégies spécifiques d'enrôlement, de recrutement et de planification

La capacité de communiquer permet de se connecter avec des recrues potentielles, principalement des jeunes et des femmes, par le biais de récits destinés à ce public qui a tendance à être plus vulnérable à la radicalisation et au recrutement. Par conséquent, au niveau

individuel et de façon personnalisée, le phénomène va probablement augmenter à mesure que ces technologies deviennent plus immersives, accessibles, renforçant ainsi la capacité des groupes terroristes et extrémistes violents à perpétuer l'idéologie extrémiste afin de recruter et de radicaliser à travers des mécanismes de renforcement tels que la pensée de groupes, ou ludification. L'objectif de la ludification des formations est de favoriser l'apprentissage d'une manière détournée. Cela grâce aux activités ludiques et aux mécanismes du jeu, les cibles ou potentielles recrues développent plus d'émotions et sont plus engagées dans le processus d'apprentissage.

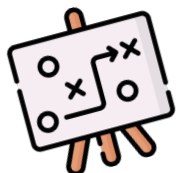


8.2.1. Comment les OEV ciblent les groupes vulnérables en ligne?

Les recruteurs en ligne établissent un lien émotionnel avec des jeunes ou des femmes afin de gagner leurs confiances. Les cibles potentielles peuvent être âgées entre quinze (15) et vingt-cinq (25) ans ou plus, hommes ou femmes. Les OEV cachent généralement leurs véritables intentions et peuvent passer beaucoup de temps à gagner la confiance d'un jeune ou d'une femme. Pour ce faire, elles prétendent être ce qu'elles ne sont pas en réalité, pour mieux cerner la personne, et comprendre les sentiments de leurs cibles potentielles, leurs intérêts communs, leurs passions pour ne citer que ceux-là et par la suite les appâter. Les Organisations Extrémistes Violentes peuvent manipuler des sentiments tels que le ressentiment, la pauvreté, la haine envers les dirigeants, les politiciens, la passion qui fait vibrer et apporte un grand sentiment de bonheur, l'isolement ou une crise d'identité pour radicaliser ces individus. Ainsi, les profils psychologiques de ces joueurs peuvent les rendre vulnérables à la radicalisation.

• Comment cela fonctionne-t-il ?

1. Identification des personnes vulnérables sur les réseaux sociaux
2. Création d'une relation avec les cibles
3. Établissement de la confiance
4. Identification des intérêts
5. Processus de recrutement des cibles :
 - Inscription
 - Formation
 - Planification et exécution de la mission



8.2.2. Stratégies et modes d'action en fonction de la cible

Les recruteurs ne disposent pas d'un plan de recrutement harmonisé et cohérent mais la stratégie est adaptée et étudiée en fonction de plusieurs facteurs dont l'âge et le sexe. Même si leur démarche n'est pas harmonisée, leurs modes d'action présentent des similitudes quelle que soit la cible.

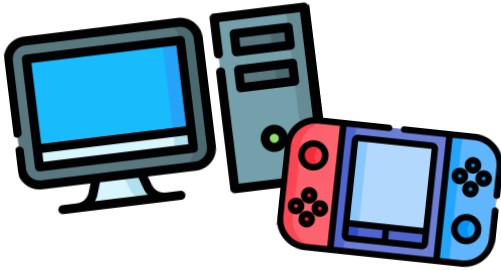
- Le discours d'appât est personnalisé en fonction de la cible,
- Les idéologies sont partagées,
- Une fois que les idéologies sont partagées, la relation de confiance va s'installer,
- La relation de confiance créée,
- Le processus de recrutement peut démarrer,
- Le démarrage du processus de recrutement va suivre une trajectoire qui dépendra de la qualité de la cible.



Femmes et jeunes filles

Le discours est personnalisé en fonction de la cible, il ne sera pas le même pour une adolescente, une célibataire, une fille aisée, qui travaille ou qui est au chômage, une étudiante, etc;

- Créer des groupes fictifs, par exemple: Groupe de cuisine entre sœurs pour appâter les victimes potentielles et poser les jalons du processus d'enrôlement;
- Observer les comportements des filles/femmes sur les réseaux sociaux par le biais de leurs statuts, les likes et des publications sur leurs profils ;
- Rechercher des femmes qui se sentent seules, ayant des passions (exemple : passion pour la cuisine, la couture etc...), ou sont aliénées, isolées de la société ou qui n'éprouvent pas le sentiment d'appartenance à la société ;
- Essayer d'être ami avec elles en tissant la relation de confiance ;
- Profiter de l'opportunité qu'offrent ces groupes pour faire de la propagande et enclencher le processus de radicalisation en passant par les causes communes ;
- Influencer leurs façons de penser en essayant de changer leurs habitudes par la religion: le processus de radicalisation est enclenché;
- Créer un « ennemi » dans l'esprit de la femme, les inviter à voyager ou leur offrir un emploi ou une vie plus stable ;
- Encourager les femmes à créer une distance entre elles et leurs proches parents, amis... et à garder secrètes toutes leurs conversations en ligne.
- Les convaincre au mariage surtout pour les célibataires, les vieilles filles, les divorcées et/ou les veuves, un facteur important pour l'élargissement de la grande famille, de la prochaine génération, leur est proposé.



Jeunes (Génération Y ou Génération connectée)

- Accès à un pool global de recrues potentielles qui partagent la même idéologie ;
- Pour les recruteurs professionnels, le discours ne sera pas le même pour un sportif, un adolescent, un chômeur, un étudiant etc. ;
- Dans leur conversation en ligne, les recruteurs peuvent leur montrer des photos, des vidéos, des articles ;
- Création d'un climat de confiance avec la personne ou le groupe de jeunes ;
- Les recruteurs donnent leur point de vue dans les commentaires mais nouent aussi des relations avec les jeunes qui partagent les mêmes idéaux qu'eux ;
- De compte en compte, les relations se tissent et les groupes se forment ;
- Maintenant, ils vont créer un sentiment de haine par exemple envers les politiques, évoquer les problèmes sociaux sur le plan local comme l'extrême pauvreté des populations alors que les étrangers exploitent les ressources naturelles gagnent beaucoup d'argent et vivent dans l'opulence ;
- Enrôlement des cibles dans des salles de chat (Messenger, jeux vidéos en ligne etc) à travers des groupes de discussion fortuits ;
- Possibilité d'ouvrir d'autres comptes Facebook, Instagram, Twitter, tik-tok, snapchat en cas de fermeture ;
- Leur identité détruite, pourra être reconstruite par le recruteur, à son image ;
- Démarrage du processus de recrutement ;
- Le processus peut se baser sur l'envoi des photos pour montrer que la vie est belle chez les djihadistes (on boit, on mange et on passe de bons moments) ;
- Les OEV déjà au front utilisent les réseaux sociaux pour enrôler d'autres potentiels candidats qu'ils ont connus dans le passé soit dans le quartier, soit à l'université soit au lycée ;
- Exploitation de la vulnérabilité des jeunes mécontents qui passent leurs temps dans les réseaux sociaux ;

8.3. Avantages du virtuel pour les OEV et les défis des Forces de Sécurité

Le recrutement est un processus aussi bien dans le monde physique que virtuel. Cependant, les jeux offrent aux recruteurs des moyens de communication en privé non usuels, avec des équipes, entre eux et les potentielles recrues, via des fonctions de chat, de discussions privées qui offrent une plateforme permettant aux jeunes de se connecter entre eux et de former des communautés en ligne qui partagent les mêmes idées.



8.3.1. Opportunités et avantages des OEV

Les recruteurs utilisent les jeux vidéo comme moyen de connexion avec les potentielles recrues, pour diffuser de la propagande et attirer les jeunes à leur cause à l'insu des Forces de Sécurité. A cet effet, elles :

- Profitent de la disponibilité des fora, des salles de chat, de discussion, de messages privés qui favorisent le dialogue individuel avec les jeunes afin d'isoler la cible et de l'intégrer progressivement dans une nouvelle « amitié ou fraternité ou adhésion » aux idées extrémistes violentes créant ainsi des liens et des relations interpersonnelles fortes ;
- Invitent à des groupes de discussion dans certains jeux vidéo dans une plateforme de messagerie ,
- Transmettent leurs messages dans les salles de chat, de discussions;
- Créent un sentiment de communauté virtuelle ;

La capacité à communiquer peut promouvoir l'adhésion et les quêtes d'identité plus rapidement et de manière plus efficace que dans le «vrai» monde classique des réseaux sociaux ;)



8.3.2 Actions à surveiller et à considérer par les Forces de Sécurité

Ce serait une erreur d'adopter un point de vue centré sur les médias sociaux et de négliger la probabilité que divers aspects de la radicalisation puissent se produire dans les communications privées, les jeux vidéo en ligne, en petits groupes, en équipe ainsi que dans les options de messages individuels qui existent dans les jeux vidéo et plateformes adjacentes.

- Les jeux en ligne sont largement utilisés par les jeunes, parfois méconnus ou ignorés par les Forces de Sécurité ;
- Les utilisateurs expriment des points de vue à travers leurs profils et leurs publications dans les jeux vidéo et plateformes adjacentes ;
- La communication vocale peut être difficile à surveiller et à retracer par les Forces de Sécurité ;
- Les flux en direct sont souvent supprimés après la fin des échanges, ce qui rend difficile le suivi des recruteurs qui communiquent et qui publient du contenu extrémiste et violent dans les salles chats que leur offrent les jeux vidéo et les plateformes adjacentes comme Xbox.

9. Indicateurs relatifs à la mobilité ou aux transports

Les flux migratoires entre les régions de Tambacounda et de Kédougou et le Mali, la Mauritanie et la Guinée sont facilités par la création de pistes informelles utilisables seulement par les motos, des pistes de bétail, le transport des gros porteurs mais aussi des pirogues. L'exploitation de l'or de Kédougou et du bois de Bakel a fait des régions de Tambacounda et de Kédougou des destinations privilégiées des maliens, des burkinabés, des Gambiens et d'autres individus venant d'autres pays de la sous-région. Ce phénomène est susceptible d'entraîner la contamination de l'Extrémisme Violent et du terrorisme dans cette partie du Sénégal du fait des mentalités et idéologies qui gangrènent déjà ces pays.

Les négociants clandestins d'or viennent souvent du Mali et traversent la frontière à motos en empruntant les voies non surveillées pour acheter directement sur les sites d'orpillage et le revendre en dehors du Sénégal.

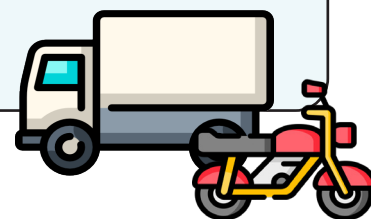
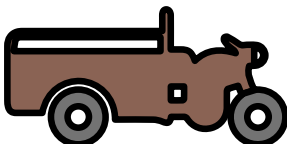


Tableau 5: Indicateurs relatifs aux moyens de transport

Moyens de Transport	Modes opératoires	Particularités et différences
 Motos	• Utilisation de pistes non officielles • Transport d'argent, d'explosifs, d'individus en situation irrégulière, d'armes légères et de drogues • Accès possible à des zones peu praticables, • Contournement des points de contrôle aux frontières, • Facilité de se débarrasser de la moto en cas d'embuscade • Éclaireurs des trafiquants • Vol à l'arrachée, agressions	• Plus rapide pour replier • Plus facile à utiliser • Permet d'accéder à des pistes moins praticables • Peut être utilisé pour commettre des agressions, vol à l'arrachée, etc. • Passage rapide des frontières
 Camions	• Trafic de bois • Transport d'argent, d'explosifs, d'individus en situation irrégulière, d'armes légères et de drogues • Transport de migrants en situation irrégulière	• Idéal pour le transport des biens et des personnes • Impossible d'accéder à certaines pistes • Passe toujours par les frontières • Peut transporter plus de substances illicites
 Tricycles	• Transport de marchandises, de drogues, de substances dangereuses, d'explosifs et d'armes légères • Transport de personnes	• Possèdent trois pneus • Peuvent transporter plus de personnes et de marchandises que les motos • Sont moins rapides que les motos • Ont moins de possibilités d'accès que les motos

**À noter que d'autres moyens de transports sont utilisés par les OEV comme la marche, les vélos, les pirogues....*

10. Indicateurs spécifiques à la géographie et aux ressources naturelles : Tambacounda et Kédougou

Avec la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace CEDEAO et UEMOA, la surveillance des déplacements de part et d'autre des frontières est un défi que les gouvernements tentent de contourner avec l'utilisation des technologies comme les outils de suivi des téléphones portables, les caméras de surveillance, les drones etc, qui peuvent aider à identifier les mouvements suspects et à intercepter d'éventuelles actions ou activités d'OEV avant qu'ils ne mènent une attaque. Les deux régions ciblées ont des particularités sécuritaires dont il faut tenir compte pour mettre en place des actions préventives et d'anticipation efficaces. Le département de Koumpentoum dans la région de Tambacounda, partage la frontière du Sénégal avec la Gambie. Il est aussi la porte de Tambacounda par rapport au reste

du pays. Il se trouve être le centre du Sénégal à travers l'arrondissement de Payar. Lequel arrondissement abrite un marché hebdomadaire vers lequel des milliers de personnes, venues de différents horizons, convergent. Cela pose un problème de sécurité complexe du fait de l'incapacité des autorités et des Forces de Sécurité à contrôler les mouvements des vendeurs et acheteurs mais également leurs identités. Le partage de frontière avec la Gambie favorise de nombreux échanges entre les populations des deux pays. De nombreux habitants de Koumpentoum s'approvisionnent en Gambie et vice-versa. La porosité de la frontière a comme résultante de nombreuses pénétrations de part et d'autre. L'insécurité est caractérisée par de nombreuses attaques à mains armées mais aussi par des vols de bétail. Ce dernier phénomène est facilité par l'opportunité de vente qu'offre le marché hebdomadaire.

La porosité des frontières est une réalité évidente dans le département de Bakel. Les populations du Sénégal et de la Mauritanie traversent le fleuve et souvent avec leurs marchandises sans contrôle. Ce mouvement de populations de part et d'autre peut exposer le département de Bakel à une insécurité liée à l'Extrémisme Violent.

Dans le département de Tambacounda, le trafic de bois, un des principaux combats des Services des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des sols, des Parcs Nationaux et de la Douane, facilité par les camions, reste un phénomène à surveiller. Cela a pour conséquence la déforestation qui impacte sur le climat et l'économie. Dans la région de Kédougou (départements de Kédougou et de Saraya), le trafic humain et sexuel sont des phénomènes remarquables. Ces phénomènes sont très liés à la présence non contrôlée de nombreux étrangers sur les sites d'orpaillage, terreau fertile pour le développement de l'Extrémisme Violent dans la zone. Lors des ateliers de co-conception, les participants ont informé qu'à Kharakhéna, une localité du département de Saraya, la traite des mineurs constitue un problème majeur du fait de l'implantation des réseaux de proxénètes. Comme indiqué dans un article du journal le Quotidien du 21 juillet 2017, « sexe et or font bon ménage dans les sites d'orpaillage traditionnels. Cela donne libre cours au développement d'activités connexes telles que le proxénétisme, le trafic des migrants ou encore la traite des personnes notamment des mineurs ». D'ailleurs, la présence de l'Organisation African Programming Research Initiative to end Slavery (APRIES) à Kédougou témoigne de la nécessité de lutter contre ces fléaux. Dans leur rapport du premier trimestre de l'année 2023, l'ONG signale avoir contribué au rapatriement volontaire au Nigéria de dix-neuf (19) personnes dont quatre (04) mineurs victimes de trafic sexuel. Les mouvements des populations, de part et d'autre des frontières, ainsi que les moyens de mobilité et ceux utilisés pour l'exploitation illégale des ressources et les autres types de trafics pourraient être exploités par les OEV.

Ainsi, les mouvements de ces derniers pourraient être anticipés par les contrôles aux frontières notamment pour les transports publics et privés, les motocyclettes, les camions peuvent être une cible facile pour les OEV. En plus de l'échange d'informations avec d'autres pays et la coopération internationale pour identifier les voyageurs suspectés, la formation et l'information des populations civiles (chauffeurs, passagers, etc.) pourraient aider à prévenir les attaques.

Le tableau ci-dessous présente le niveau de menace de chaque département des régions de Tambacounda et de Kédougou. L'évaluation de la menace a été faite à partir des données issues des ateliers de co-conception.

Tableau 6 : Indicateurs spécifiques à la géographie et aux ressources naturelles :
Tambacounda et Kédougou

Départements / niveau de menace	Indicateurs relatifs à la géographie	Indicateurs relatifs aux ressources naturelles	Facteurs à surveiller (Élevé, moyen, faible)
 TAMBACOUNDA	- Région cosmopolite - Frontières communes avec le Mali, la Gambie et la Guinée - Parc national du Niokolo koba - Quelques infrastructures - Sécurité renforcée par l'Etat - Porosité des frontières - Isolement de certains villages	Exploitation illégale de l'or	- les migrants renvoyés - Braconnage (Parc du Niokolo Koba) - Pollution de l'eau - Frustration des jeunes
 KÉDOUGOU	- Région cosmopolite ; - Proximité avec le Mali et la Guinée ; - Pollution de l'eau (fleuve Gambie) ; - Isolement de certains villages - Chutes de Dindi Felo	Exploitation illégale de l'or	- Braconnage (Parc du NiokoloKoba) ; - Trafic de viande de brousse - Trafic de bois - Réseaux pour attirer les mineurs ; - Pollution de l'eau ; - Expédition d'or ; - Frustration exacerbée des jeunes ; - Trafic de gomme arabique et de pain de singe.
 BAKEL	- Pollution de l'eau (fleuve Sénégal) ; - Porosité des frontières ; - Isolement de certains villages éloignés ; - Frontières communes avec la Mauritanie et le Mali	Vol et vente de bétails	- Emigrés renvoyés - Trafic de bois
 KOUMPENTOUM	- Porosité des frontières	- Bois - Pain de singe	- Trafic de bois ; - Trafic de pain de singe ; - Trafic de gomme arabique ; - Marché hebdomadaire ou Louma
 GOUDIRY	- Porosité des frontières	- Bois - Pain de singe	- Trafic de bois ; - Trafic de pain de singe ; - Trafic de gomme arabique ; - Feu de brousse - Feu de maison
 SARAYA	- Porosité des frontières - Enclavement de certains villages	Exploitation illégale de l'or	- Connexion Internet - Réseau téléphonique - Mauvaises routes - Feux de brousse - Traite des êtres humains et trafic sexuel - Réseaux visant à attirer les mineurs - Frustration des jeunes - Routes, transport, infrastructures administratives, etc.) - Pollution de l'eau (Falémé) - Pollution de l'environnement
 SALEMATA	- Porosité des frontières - Enclavement de certains villages - Connection internet instable - Réseau téléphonique - Infrastructures quasi inexistant (hôtels, hôpitaux, routes, transport, infrastructures administratives, etc.)	- Pain de singe - Beurre de Karité	- Trafic de pain de singe - Connexion internet - Réseau téléphonique - Infrastructures (hôtels, hôpitaux, routes, transport, infrastructures administratives, etc.)

11.Préparation et financement d'attentats terroristes

La caractéristique principale d'une attaque terroriste c'est son incertitude pour les acteurs étatiques du secteur de la sécurité mais également pour tous les autres acteurs qui la subissent. Cependant, il s'agit toujours d'une action coordonnée avec un système très complexe qui parvient toujours à déjouer les systèmes sécuritaires les plus avertis. En fait, la force des OEV réside dans le caractère innovant de leurs actions, leurs capacités d'adaptation à leur cible et surtout leur stratégie qui est très inclusive et très participative. Des moyens mobiles, à l'utilisation des systèmes d'information et de communication, ces dernières explorent toujours de nouveaux moyens pour opérer. Les dernières attaques au Sahel ont été perpétrées avec des centaines de motocyclettes mais malgré les patrouilles internet et des réseaux sociaux les Forces de Sécurité sont souvent prises de court par la coordination inattendue des OEV, ces derniers temps en Europe et surement en Afrique en utilisant les jeux en lignes et/ou les jeux vidéo. Les jeunes sont très absorbés et souvent hors de contrôle des parents, des organes de contrôle des Etats lorsqu'ils sont dans leur monde virtuel avec les différents types de jeux.

Le schéma ci-dessous décrit comment les OEV utilisent le système financier pour préparer et financer leurs activités.

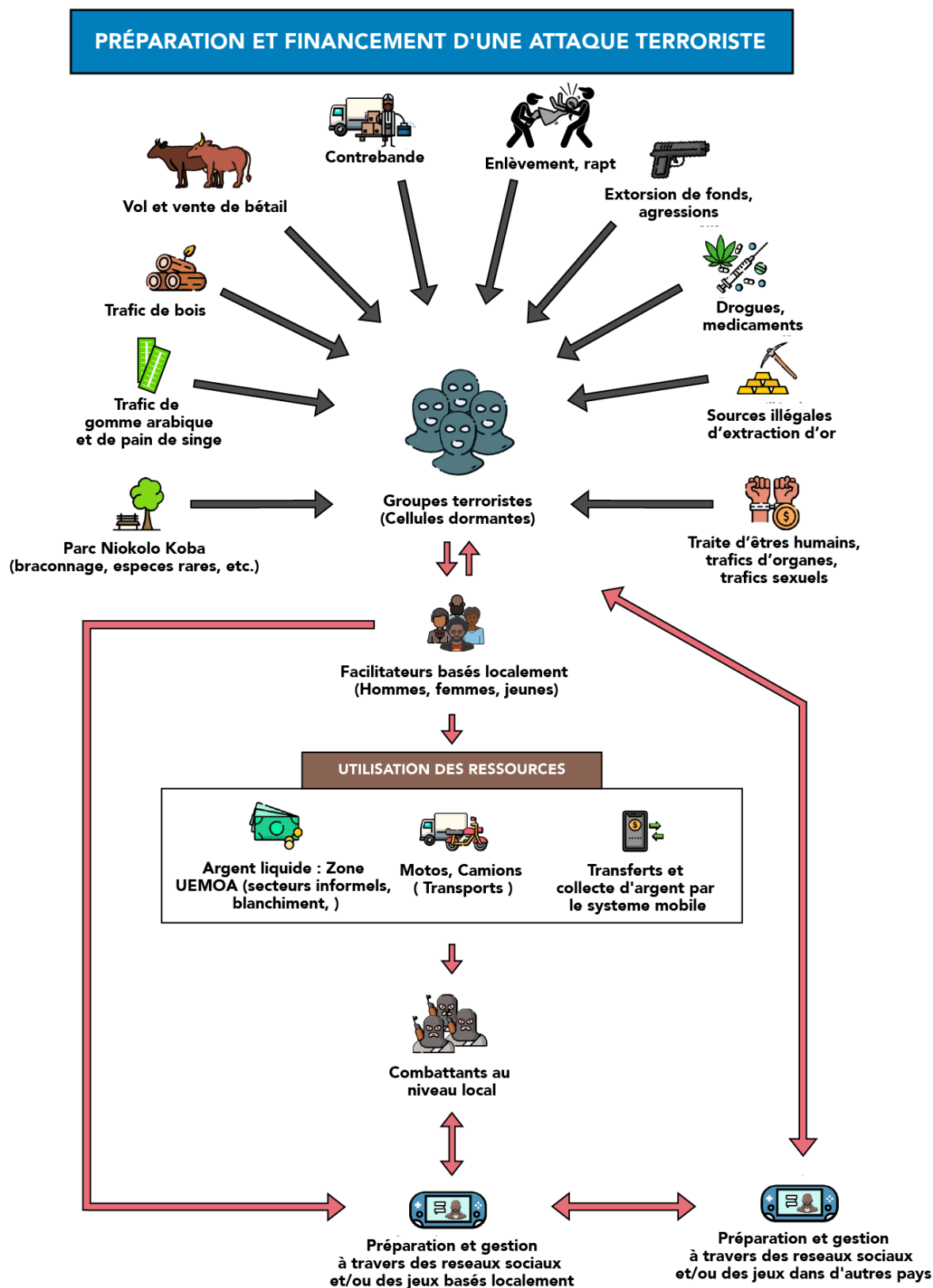


Figure 14 : Préparation et financement des attaques par des OEV

CONCLUSION

Le contexte dans la partie Est du Sénégal met en évidence la prégnance de la menace EV, notamment terroriste, au niveau local, national, régional et sous-régional. Au niveau local, il met en évidence la fragilité de la stabilité des deux régions, qui permet de la considérer comme une « exception ». En effet, cette fragilité découle, entre autres, de l'instabilité sous-régionale et des dynamiques qui peuvent favoriser l'EV.

Les indicateurs mis en évidence dans ce guide montrent le niveau de risque élevé dans cette partie du pays qui nécessite des actions préventives. Cela confirme la nécessité de renforcer la prévention dans cette zone et l'un des leviers serait la promotion de la sécurité collaborative, ce qui devrait se faire entre autres par le renforcement de capacités des Forces de Sécurité afin qu'elles disposent des outils et des compétences nécessaires pour anticiper, prévenir et, le cas échéant, répondre efficacement. Le renforcement de capacités de ces Forces de Sécurité au niveau local, sur la base de ce guide des indicateurs précoces observables, leur permettra d'améliorer l'information et le renseignement transmis au niveau national et donc d'améliorer la prise de décision en matière de P/CVE.

Ce guide vise à renforcer les capacités des Forces de Sécurité et à les soutenir dans la prévention de l'Extrémisme Violent et la lutte contre le terrorisme

BIBLIOGRAPHIE

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET DOCUMENTAIRES

1. AU/ECA Conference of Ministers of Finance, Planning, and Economic Development, « Report of the High Level Panel on Illicit Financial Flows from Africa », https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/iff_main_report_26feb_en.pdf, p. 43.
2. Awino Okech, "Governing Gender: Violent Extremism in Northern Nigeria", Africa Development, Volume XLVI, No. 3 (2021), pp. 1-19; Global Center on Cooperative Security, Violent Extremism and Instability in the Greater Horn of Africa: An Examination of Drivers and Responses, April 2016.
3. Center on Global Counter-terrorism Cooperation et. al. To Protect and Prevent: Outcomes of a Global Dialogue to Counter Terrorist Abuse of the Non-Profit Sector, June 2013.
4. Déclaration et la position commune de la CEDEAO en matière de lutte contre le terrorisme, 2013
5. Ekaterina Golovko, « Players of Many Parts: The evolving role of smugglers in West Africa's Migration Economy / Des acteurs aux multiples rôles : L'évolution des rôles des passeurs dans l'industrie de la migration en Afrique de l'Ouest », Dakar : Mixed Migration Center, juin 2019
 - a. Anglais : http://www.mixedmigration.org/wpcontent/uploads/2019/06/065_briefing-paper_smugglers_wa.pdf
 - b. Français : http://www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2019/11/065_briefing-paper_smugglers_wa_french-.pdf
6. FATF (2006), Trade-Based Money Laundering, FATF, Paris, France.
7. FATF (2013), Terrorist Financing in West Africa, FATF, Paris, France
8. FATF (2013a), Best Practices - Combating the Abuse of Non-Profit Organisations (Recommendation 8),
9. GAFI-GIABA-GABAC (2016), Terrorist Financing in West and Central Africa, GAFI, Paris www.fatf-gafi.org/publications/methodsandtrends/documents/terrorist-financing-west-central-africa.html
10. GCTF, Zurich-London Recommendations on Preventing and Countering Violent Extremism and Terrorism Online. www.theGCTF.org.

- 11.** GCTF, Good Practices in the Area of Border Security and Management in the Context of Counterterrorism and Stemming the Flow of “Foreign Terrorist Fighters”. www.theGCTF.org.
- 12.** GCTF, Ankara Memorandum on Good Practices for a Multi-Sectoral Approach to Countering Violent Extremism. www.theGCTF.org
- 13.** ICG, Nigeria: Women and the Boko Haram Insurgency, Africa Report, No. 242, 5 December 2016.
- 14.** Inter-Governmental Action Group Against Money Laundering West Africa [GIABA] (2010), Threat Assessment of Money Laundering and Terrorist Financing in West Africa, May 2010, Dakar, Senegal,
- 15.** Institute for Security Studies, Addressing the challenges of law enforcement in Africa, Policy Brief Nr 16 (2009), p. 1; Tim Stapleton, “Police and Policing”, African Studies (August 2023).
- 16.** Institute for Security Studies, Addressing the challenges of law enforcement in Africa, Policy Brief Nr 16 (2009), p. 1; Tim Stapleton, “Police and Policing”, African Studies (August 2023).
- 17.** INTERPOL, « Money Laundering », consulté le 12 novembre 2022, <https://www.interpol.int/en/Crimes/Financial-crime/Money-laundering>
- 18.** ISS Africa, Going for gold in western Mali threatens human security, 8 juillet 2021, <https://issafrica.org/iss-today/going-for-gold-in-western-mali-threatens-human-security>.
- 19.** ISS Africa, Leçons tirées des expériences régionales de l’Afrique de l’Ouest dans le secteur de l’or, <https://issafrica.org/fr/recherches/livres-et-autres-publications/lecons-tirees-des-experiences-regionales-de-lafrique-de-louest-dans-le-secteur-de-lor>
- 20.** Konrad-Adenauer-Stiftung, Interlinkage of terrorism and transnational organized crime in West Africa (2023),
- 21.** Kwesi Aning et John Pokoo, « Understanding the nature and threats of drug trafficking tonational and regional security in West Africa / Trafic de drogue et menaces pour la sécuriténationale et régionale en Afrique de l’Ouest »
 - a.** Anglais : disponible dans Stability: International Journal of Security and Development 3:1, 2014, <https://www.stabilityjournal.org/articles/10.5334/sta.df/>
 - b.** Français : disponible comme Document de référence de la Commission Ouest-Africaine sur les Drogues, juin 2013, <http://www.globalcommissionondrugs.org/wp-content/uploads/2017/02/trafic-de-droque-et-menaces-pour-la-securite-national-et-regionale-en-AO-2013-07-16.pdf>

- 22.** Le contexte national : « l'exception sénégalaise » (« The Senegalese Exception, Donald B. Cruise O'Brien, Africa : Journal of International African Institute, Vol. 66, no 3 (1996), 458-464 ;
- 23.** Mixed Migration Centre, Human rights in the context of smuggling: Perceptions and experiences of migrants in Mali and Niger (2023).
- 24.** ONUDC, 2012, Lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel : cadre juridique, techniques d'enquête et coopération policière – Module de formation à l'attention des Officiers de Police Judiciaire du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger
- 25.** ONUDC, 2012, Utilisation d'Internet à des fins terroristes (anglais)
- 26.** ONUDC, 2010, Recueil de cas sur les affaires de terrorisme
- 27.** ONUDC, 2010, Programme de formation juridique contre le terrorisme : Le cadre juridique universel contre le terrorisme
- 28.** OSCE (2014), Preventing Terrorism and Countering Violent Extremism and Radicalization that Lead to Terrorism: A Community-Policing Approach. Available on <https://www.osce.org/files/f/documents/1/d/111438.pdf>
- 29.** UNODC, Issue Paper - Organized Crime and Gender: Issues Relating to the United Nations Convention Against Transnational Organized Crime (Vienna, 2022), p. 50.
- 30.** UNODC, Global Report on Trafficking in Persons 2022 (New York, 2022), p.12.
- 31.** UNODC's Strategic Vision for Africa 2030
- 32.** UNODC, Smuggling of Migrants in the Sahel, Transnational Organized Crime Threat Assessment, Sahel (New York, 2022).
- 33.** UNDP, Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment (New York, 2017), p.87
- 34.** UNODC, An Aid to Strategic Responses to Organized Crime in West and Central Africa (Vienna, 2023) assists the development of strategies and responses to organized crime in West and Central Africa
- 35.** UNODC, Issue Paper - Organized Crime and Gender: Issues Relating to the United Nations Convention Against Transnational Organized Crime (Vienna, 2022), p. 50.

36. United States Department of Justice, Bureau of Justice Assistance, Office of Community Oriented Policing Services, Protecting your Community from Terrorism: Strategies for Local Law Enforcement, Volume 2: Working with Diverse Communities, 2004.

37. United States Department of Justice, Bureau of Justice Assistance, Office of Community Oriented Policing Services, Protecting your Community from Terrorism: Strategies for Local Law Enforcement, Volume 5: Partnerships to Promote Homeland Security, 2005.

38. « The Hague Good Practices on the Nexus Between Transnational Organized Crime and Terrorism / Bonnes pratiques de la Haye sur les liens entre la Criminalité Transnationale Organisée et le terrorisme », Forum mondial de lutte contre le terrorisme

a. Anglais :

https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Framework%20Documents/C/GCTF-Good-Practices-on-the-Nexus_ENG.pdf?ver=2018-09-21-122246-363

b. Français :

https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Framework%20Documents/C/GCTF-Good-Practices-on-the-Nexus_FR.pdf?ver=2018-09-21-122246-363

39. Vanda Felbab-Brown, « Wildlife and Drug Trafficking, Terrorism, and Human Security », PRISM 7:4, 124-136,
https://cco.ndu.edu/Portals/96/Documents/prism/prism7_4/181204_FelbabBrown_PDF.pdf?ver=2018-12-04-161238-260

40. Williams, Phil (2005), "Warning Indicators, Terrorist Finances, and Terrorist Adaptation", Strategic Insights, Volume IV, Issue 1.

41. World Bank and International Monetary Fund (2003), Reference Guide to Anti-Money Laundering and Combating the Financing of Terrorism, World Bank and IMF, Washington DC, United States.

42. Women In Cyber, A Newsletter by the UNODC Cybercrime Team in Africa, April 2022.

INSTRUMENTS NORMATIFS

Directive N° 07/2002/CM/UEMOA relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux dans les États membres de l'UEMOA, 2002

Règlement N° 14/2002/CM/UEMOA relatif au gel des fonds et autres ressources financières dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme dans les États membres de l'UEMOA, 2002

Décisions adoptées par le Conseil des Ministres de l'UEMOA en application du Règlement N° 14/2002/CM/UEMOA, relatives à la liste des personnes, entités ou organismes visés par le gel des fonds et autres ressources financières dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme dans les États membres de l'UEMOA

Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, assortie d'un Décret uniforme portant création de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF), 2003

Directive N° 02/2015/CM/UEMOA relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les États membres de l'UEMOA, 2015

WEBOGRAPHIE

1. <https://reliefweb.int/report/world/global-terrorism-index-2022>
2. Lucey, A. Lessons from Africa: 20 years of UN Security Council Counter-Terrorism Policy, 2022, <https://www.resolvenet.org/research/lessons-africa-20-years-un-security-council-counter-terrorism-policy>
3. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/766399/20160701_SU_Report_CVE_in_FCAS_O.pdf
4. https://2012-2017.usaid.gov/sites/default/files/documents/1870/VEI_Policy_Final.pdf
5. https://www.un.org/sites/www.un.org.counterterrorism/files/plan_action.pdf
6. <https://journey-to-extremism.undp.org/content/downloads/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-english.pdf>

7. https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a0899d40f0b64974000192/Drivers_of_Radicalisation_Literature_Review.pdf
8. <https://rusi.org/explore-our-research/publications/whitehall-reports/countering-violent-extremism-and-risk-reduction-guide-programme-design-and-evaluation>
9. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00WQ7X.pdf
10. https://resolvenet.org/system/files/2020-05/RSVE_RVESeries_Winterbotham-Pearson_May2020.pdf
11. <https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2019-11/VRAI%20Niger%20Final%20Report.pdf>
12. USAID, Senegal Conflict Vulnerability Assessment: Final Report, 2017
13. https://databankfiles.worldbank.org/data/download/poverty/33EF03BB-9722-4AE2-ABC7-AA2972D68AFE/Global_POVEQ_SEN.pdf
14. <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-36.pdf>
15. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00X1S1.pdf. N.B. Other structural vulnerabilities are identified which are detailed in the other thematic areas below.
16. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00X1S1.pdf
17. <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-36.pdf>
18. http://www.columbia.edu/~mh2245/papers1/sen_mali.pdf
19. <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Extremisme.htm>

1. **Article de presse** : révolution dans le renseignement sénégalais-les différentes structures réunies en une seule <https://www.senepius.com/article/r%c3%a9volution-dans-le-renseignement-s%c3%a9n%c3%a9galais> Publication 17/10/2014 consulté le 21/12/2020
2. **Article de presse** : le Sénégal se blinde avec un pole antiterroriste. Lien <https://www.dakaractu.com/TERRORISME-Le-Senegal-se-blinde-avec-un-Pole-anti-terrorisme> consulté le 21/12/2022
3. **Sécurité collaborative**: l'ASP appréciée par la tutelle. <https://asp:gouv.sn> consulté le 5 décembre 2022

ANNEXES

PRÉSENTATION DU PR MASSAËR DIALLO

Ancien Directeur Général de l'université des Mutants, le Professeur Massaer DIALLO a eu à assumer, d'importantes fonctions ou études au sein de grandes institutions internationales telles que,

- 👉 L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE),
- 👉 La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO),
- 👉 La Banque Mondiale (BM),
- 👉 L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).
- 👉 L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)
- 👉 Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI),
- 👉 Membre du Groupe d'Études et de Recherche sur l'Afrique Stratégique (GERAS) et collaborateur de,
- 👉 L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) Université française de la défense.
- 👉 Le Pr DIALLO a fait partie, en 2013, de l'équipe d'experts désignés par le Sénégal pour participer à l'élaboration du projet de Département Paix et Sécurité de l'UEMOA.
- 👉 Ancien Chef de l'Unité Gouvernance, Dynamique des Conflits, Paix et Sécurité du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ;
- 👉 Ancien Ministre conseiller, Chef du Bureau économique à l'Ambassade de la République du Sénégal à Madrid ; il a eu à coordonner
- 👉 Le West African Network for Security and Democratic Governance (Wansed) /Réseau ouest africain pour la sécurité et la gouvernance démocratique.
- 👉 Co fondateur et membre de l'Alliance régionale pour la gouvernance et la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest,
- 👉 Il a parallèlement présidé aux destinées de l'Institut d'Études Politiques et Stratégiques (IEPS).
- 👉 Il est membre du conseil d'administration de Partners West Africa – Sénégal (PWA Sénégal).

le Professeur Massaër DIALLO est l'auteur de nombreux articles et contributions à des ouvrages collectifs.

Adresse : Liberté 6 Nord, villa n°08
BP : 25 887 Dakar-Fann (Sénégal)
Tel : +(221) 33 867 70 98 /
Mail : info@partnerswestafrica.org
NINEA : 005105897 OV9



@PWA_SENEGAL
www.partnerswestafrica.org

DÉCEMBRE 2024